

L'action se développant dans l'unité la plus large doit apparaître comme un rappel des promesses faites, une pression légitime sur ceux qui sont engagés, un effort coordonné pour obtenir satisfaction.

Cette poussée doit aider les vrais défenseurs des intérêts des masses travailleuses qui font partie de l'équipe ministérielle à faire prévaloir leur point de vue, à faire échec aux entreprises de ceux qui défendent directement ou indirectement les intérêts de la bourgeoisie de l'imperialisme mondial.

Et s'il s'avérait qu'il n'est possible de leur faire échec dans les conditions existantes, c'est l'action de masse qui ferait éclater les contradictions internes, débarrasserait les travailleurs des illusions qu'ils auraient encore conservées et leur donnerait la force d'adopter les mesures nécessaires pour redresser la situation.

Pour aider à accomplir tout cela, il y a besoin d'un Parti Communiste, vivant, attentif, souple dans ses méthodes, ferme dans ses positions et jouant pleinement son rôle d'avant garde.

Lettre de Bruyninckx au Secrétariat

du Parti

Le Bureau de la section " Ministères " est littéralement divisé depuis plus d'un an sur une série de problèmes qui tous, directement ou indirectement, sont en relation avec l'objet de la note ci-jointe du Cde Delogne.

Il fallait en sortir ; la première note de Delogne n'ayant pas permis de régler les problèmes soulevés.

Récemment, à la suite d'une discussion sur le travail A.O.U., au sein des Ministères, le cde Delogne a fourni une série de faits, dont certains mettent en cause le Cde Lalmand, de manière telle, qu'il n'est pas possible de travailler ensemble au bureau de la section, sans que la lumière soit faite.

J'ai demandé à Maurice Delogne de faire rapport et de transmettre celui-ci au Secrétariat du Parti, en demandant que notre bureau soit reçu dès que le rapport aura été examiné au Secrétariat.

Il n'a malheureusement pas été pris de P.V. de la réunion du bureau, mais je crois que pour l'essentiel, le document reproduit l'ensemble des critiques verbales de Delogne.

Je demande au Secrétariat de notre Parti d'examiner ce document et de convoquer le Bureau de la section Ministères aussi rapidement que possible .

(s) Bruyninckx.

S.P.

18.6.54

AUX MEMBRES DU B.P.

Note de Delogne.

Au travers des rapports de la direction nationale du P. et de certaines fédérations avec les militants ayant travaillé à l'A.O.U. (amis de la F.S.M.) jusqu'en 1951, je me suis formé graduellement une opinion à la fois :

sur la nature des rapports du P. avec les amis de la F.S.M. et les militants syndicaux en général;

sur la valeur de certaines positions définies par le P.;

sur le comportement de dirigeants du P.

A plusieurs reprises, notamment au congrès de 1951 de la fédération bruxelloise, puis fin 1952 dans un rapport à mon comité de section, j'ai formulé certaines critiques des positions du P., critiques touchant plus particulièrement la tactique du P. à différentes époques, dans les questions syndicales.

A ce jour, il n'y a pas eu de suite au dernier document autre que des discussions sans conclusions avec le cde Borremans non en sa qualité de membre de la C.C.P. mais à titre personnel.

A l'occasion de la discussion au bureau de ma section de ma participation future à l'A.O.U., j'ai rappelé une série de faits qui m'ont fait conclure :

à l'inutilité de ma participation, dans les conditions actuelles, aux travaux de l'A.O.U.

à l'impossibilité pratique pour l'A.O.U. de se développer en dehors du P., à raison des erreurs passées et, pour moi, de la conviction que rien ne changera dans ce domaine attendu que ceux qui ont pratiquement saboté ce mouvement dans le passé sont toujours appelés à le contrôler.

Si j'ai une confiance illimitée dans la classe ouvrière et son ardeur combattive et révolutionnaire, je ne sais plus avoir confiance dans la direction du P. (secrétariat et B.P.) qui a accumulé plus que des erreurs dans le domaine syndical.

Les réunions auxquelles j'ai assisté après les élections ont démontré que je ne suis pas le seul.

Personnellement j'ai souscrit à plusieurs positions erronées.

Longtemps j'ai considéré qu'il ne pourrait y avoir autre chose que des erreurs dans les actes, faits et positions de la direction du P.

Longtemps j'ai cru que les nombreuses autocritiques seraient suivies d'actes, d'actions et de résultats pratiques et positifs.

Longtemps j'ai cru qu'il fallait faire table rase de certains faits vieux et qu'une seule chose comptait: le redressement du P. ce qui impliquait, dans mon esprit, que ce redressement était possible - même sans la direction de ceux que je considérais comme les responsables de la régression constante de l'influence du P.

J'ai eu tort de croire cela et c'était là une fausse conception des responsabilités et devoirs inhérents à la qualité de membre du P.

Je suis maintenant convaincu que cette possibilité n'existe pas dans ces conditions et plus particulièrement sous la direction du Secrétaire Général qui, il n'est plus possible de le croire, ne peut invoquer le fait d'être "la victime" d'une insuffisance d'information de ses collaborateurs mais, au contraire, ne peut se réclamer de la qualité de communiste.

Certains faits (qui laissent supposer que d'autres du même genre se sont passés) qu'il faut restituer aux époques où ils se sont passés et dans les circonstances d'alors et qui ne sont que quelques uns des maillons d'une chaîne se plaçant dans l'ensemble du problème syndical, m'ont amené à cette conclusion.

Voilà quelques uns de ces faits, non situés dans l'ordre où ils se sont passés et livrés en vrac.

Le P. s'est désintéressé de l'aide nécessaire à apporter au mouvement des amis de la F.S.M. - de l'A.O.U. - et en général à l'activité syndicale.

Pour assurer un contenu intéressant au journal A.O.U., il fallait des informations et des contacts avec ceux-ci et pour sa diffusion, évidemment il fallait des diffuseurs.

Ce n'est qu'après de nombreuses demandes et rappels que des listes d'informateurs (limités) et de diffuseurs furent données par le P.

Des dizaines de cdes désignés comme diffuseurs et informateurs n'avaient même pas été consultés avant leur désignation.

De nombreux cdes écrivirent même à l'A.O.U. qu'ils refusaient de diffuser le journal. Des journaux furent renvoyés par centaines, des centaines si pas des milliers moisirent dans les locaux des fédérations à chaque tirage, les dettes s'accumulaient.

Aucune mesure pratique (autre que l'envoi de circulaires) ne fut prise. La viabilité du journal était ainsi mise en péril par l'absence d'aide du P.

Pendant longtemps les contacts directs des membres du collectif A.O.U. avec les fédérations furent interdits.

Alors que le cde Blanche était permanent de l'A.O.U., la position de celui-ci et notamment son hostilité personnelle au cde Lalmand fut signalée au P. par le cde Crèvecoeur. Le remplacement de Blanche fut décidé par le collectif mais celui-ci ne put l'empêcher de se payer un préavis de 20.000 frs. accompagné de la menace de communiquer à l'adversaire les documents qu'il avait à sa disposition si quelque chose était tenté contre lui. Le cde Lalmand fut informé de cette situation.

Peu de temps après son départ on retrouve le cde Blanche secrétaire politique à Schaerbeek, fait qui ne pouvait être ignoré du secrétaire général, Blanche se réclamant au surplus, à l'époque, de relations personnelles avec le cde Lalmand.

Après le congrès fédéral de Bruxelles en 1951, Van Loo est désigné comme permanent à l'A.O.U. Des contacts sont pris par l'intéressé pour assurer le fonctionnement de l'A.O.U., les autres cdes du collectif ne pouvant travailler à l'A.O.U. que le soir.

Des discussions interminables commencent avec le cde Lalmand, celui-ci prétendant que Van Loo avait été désigné comme employé et non comme militant.

Après une longue période, il est admis que Van Loo pouvait travailler comme militant mais le cde Lalmand ne l'a jamais admis dans les discussions du collectif syndical.

Il résulte déjà à l'époque que l'appui du P. à l'A.O.U. - Amis de la F.S.M. - constitue un minimum pour qu'on ne puisse dire qu'il n'existe pas. On est en droit de se demander si, à défaut d'intervention de la F.S.M., ce minimum aurait existé ?

A un moment donné, le P. décida de fusionner le S.U. des Mineurs avec la Centrale Indépendante, malgré l'avis contraire des responsables syndicaux, consultés par ailleurs individuellement, y compris de Rosier, secrétaire du S.U. Le protocole d'accord établi par la direction du P. est une base d'absorption et non de fusion.

A l'époque, les cdes Lalmand, et Bertrand parlent de cadavres de S.U. sans prendre la peine de rechercher les raisons pour lesquelles ces syndicats étaient devenus "cadavériques".

Le P. utilise à Liège un renégat en puissance, Degeer, pour populariser le protocole de fusion. Renard s'empresse lui-même de publier le texte de protocole établi par le P.

Des responsables Amis de la F.S.M. militants syndicaux font part de cette situation au cde Saillant, secrétaire général de la F.S.M. de passage à Bruxelles retour de Hollande.

La F.S.M. estime que la fusion est inopportune notamment pour des raisons internationales.

Le siège de l'internationale des Mineurs de la F.S.M. avait en effet été établi à Bruxelles sur la base de l'existence d'un S.U. en Belgique et avec l'espoir que le siège de cette internationale contribuerait au renforcement du S.U. Ces raisons étaient connues du secrétaire général. Il y aurait donc beaucoup à dire sur cette décision brusque et inopportune du P.

Ce sont des faits de cette nature à l'époque et après qui ont fait dire à un moment donné au cde Lalmand "que ce n'était pas encore à la F.S.M. ou à des partis étrangers qu'il incombait de donner des directives ou des conseils au P. belge".

Le S.U. des Mineurs fut maintenu mais il perdit 50% de ses effectifs sur le plan national.

Degeer, sur la base de cette volte-face passa à l'adversaire et trompa la classe ouvrière liégeoise en se servant du document établi par le P. en vue de la fusion.

Le rapport au Congrès National de 1951 ne contenait pas une ligne sur la situation dans les S.U. - Les résolutions du Congrès, pas plus que le rapport, préparées par le B.P. n'en faisaient mention.

La conférence Syndicale de juin 1952, insistait sur le rôle important des S.U. et de l' A.O.U. et soulignait la nécessité de leur apporter une aide. Est-ce que l'influence de l' A.O.U. s'est développée depuis du fait de l'appui annoncé par cette conférence ?

Le siège de l'internationale des mineurs, dont le secrétaire était Schroeder, a été fixé à Bruxelles. Les rapports de celui-ci avec la direction du Parti, n'ont pas été des plus cordiaux. Après une explication de celui-ci avec le secrétaire général et les membres du collectif sur les appréciations qu'il avait formulées au sujet du comportement d'un dirigeant syndical, le cam. Lalmand, après la sortie de l'intéressé ayant suivi son intervention pose la question aux présents "ai-je bien joué la comédie" ? Cette question est restée sans réponse mais se passe aussi de commentaires.

Après les premiers accrochages au début de 1948 à la F.S.M. entre le T.U.C. et les syndicats progressistes, le collectif A.O.U. alerta la direction du Parti sur le drame qui se préparait. De nombreuses demandes tendant à examiner les mesures à prendre pour dénoncer anticipativement la manoeuvre et décider les mesures à prendre dans le mouvement syndical, restèrent sans suite de la part de la direction du Parti.

Ce n'est que 17 jours avant le Congrès de la F.G.T.B. au début de 1949 que des notes furent transmises par le secrétariat du P. aux fédérations. La plupart des réunions préparatoires au Congrès F.G.T.B. avaient déjà eu lieu au moment de l'envoi des notes. Cette lacune n'était pas due à une insuffisance de moyens techniques mais s'inscrit dans le cadre du désintéressement total que le Parti manifestait pour les problèmes syndicaux depuis les événements de février 1948.

Malgré cette lacune il y eut presque 25 % de minorité au Congrès F.G.T.B. contre la désaffiliation et ce malgré la ficelle du soi-disant "pout" utilisée pour faire avaler la proposition de désaffiliation.

Après ce Congrès le cam. Lalmand a exprimé son étonnement "de ce que la classe ouvrière belge s'était intéressée à ce point à la question du maintien de l'unité internationale."

On peut dès lors comprendre que si peu de cas ait été fait de la préparation du Congrès.

En septembre 51 s'est tenue à Paris une conférence au siège de la F.S.M. à laquelle ont assisté le cam. Lalmand et une quinzaine de camarade syndicalistes membres du Parti, militant à l' A.O.U. et dans les syndicats.

La réunion avait pour objet l'examen de la situation, la recherche des mesures à prendre pour redresser la situation.

Le cam. Lalmand est intervenu et, après lui, d'autres camarades ont encore exprimé leur point de vue .

Après la Réunion, devant tous les membres encore présents, il m'a pris violemment à partie me reprochant d'avoir dit des choses inexactes ou exprimé des points de vue faux .

Ces mêmes positions ont d'ailleurs été reprises par d'autres camarades .

J'ignore toujours aujourd'hui quelles sont ces choses inexactes ou ces opinions fausses .

Mais cette attitude que l'on peut qualifier de "manque de courage de ses opinions" a contribué, à défaut d'avoir redressé les erreurs alors et depuis, à laisser désinformer des responsables du mouvement syndical international ce qui, pour moi, peut être caractérisée, à la fois, par le mépris pour ces responsables, le mouvement qu'ils dirigent et les copains belges .

Aucune justification de mes appréciations ne me fut demandée par la suite, ma collaboration fut maintenue à l'A.O.U. jusqu'à la liquidation du collectif au début de 1952 .

voir p. 6 .

6.

La FSM décide d'organiser une conférence africaine qui devait se tenir à Dakar. Elle sollicitait l'AOU pour désigner un délégué ancien colonial, militant ou sympathisant du mouvement progressiste. Les copains n'ayant trouvé personne et, en ayant informé le Cde Lalmand, celui-ci signala qu'il avait sous la main le cde réunissant les conditions : Nemery. Il participa à Paris à une réunion préparatoire.

Quelques mois plus tard, celui-ci était exclu comme agent de la police au sein du Parti. Au surplus, il habitait rue de Russie (en face du siège de l'AOU) et, un beau jour, je ne sais pas comment est venue une suggestion à l'AOU d'aller occuper le local 35, rue de Russie attendu qu'il fallait quand même, à plus ou moins brève échéance partir du 16, Bld Botanique.

Entretiens, la conférence de Dakar avait été interdite par le Gouvernement français, avant même que sa tenue n'ait été rendue officielle par la FSM. La recherche des origines et des conditions de l'entrée au Parti de Nemery et de ses liaisons avec le cde Lalmand a-t-elle été poussée assez loin ?

La constitution, l'administration et la dissolution du SU des dockers ont été décidées dans des conditions plus le moins "anormales".

Les dockers avaient constitué un " Comité d'action " dont les mots d'ordre étaient généralement soumis et les positions approuvées par l'immense majorité des dockers.

Au cours d'une grève et au moment où celle-ci touchait à sa fin, une réunion eut lieu au Rubenspalais à Anvers où 1500 dockers au moins étaient présents. Sur la base de renseignements donnés par les cdes anversoises, la grève aurait pu continuer si on pouvait envisager la constitution d'un syndicat unique. Le cde Lalmand donna son accord par téléphone et, au cours de la réunion en question, les membres communistes du Comité d'Action lancèrent l'idée de la constitution d'un SU des dockers, idée approuvée presque dans le délire par les dockers.

On ne pouvait évidemment pas constituer un SU sans que la FSM en soit informée. Dans un rapport, deux de nombreux éléments n'avaient pas recueilli l'accord des militants du collectif, la justification fut faite de la nécessité de constituer ce syndicat. Le cde Crèvecoeur défendit à Paris le point de vue du Parti malgré le fait qu'il avait combattu la création de ce syndicat. C'est sur les données de ce rapport que la FSM marqua son accord.

Après avoir laissé ce syndicat sans direction pendant des semaines (période préélectorale) la direction du Parti désigna Minnebo, un postier je pense, comme permanent syndical. Il n'y eut jamais 100 membres en possession d'une carte.

Au cours de la conférence de Paris dont question ailleurs en présence de Vanden Branden et de Lalmand, il fut décidé de continuer l'expérience du SU pendant 6 mois.

Sans consultation de personne, 8 ou 15 jours après, le cde Lalmand proposait au BP la dissolution du SU, alors que 15 jours auparavant, en présence du Secrétaire de la FSM, du responsable de l'internationale des dockers et des cdes du collectif syndical et avec l'accord du Secrétaire général le cde Lalmand, il avait été décidé de maintenir le SU des dockers en vie pendant 6 mois, encore au cours desquels le Parti et les militants syndicalistes devaient fournir un effort particulier pour l'élargissement et la consolidation du SU.

Dans ce court espace de temps, la situation du SU n'avait pas changé pour pouvoir justifier un nouvel avis et il apparaît dans ces conditions que l'intention de liquider le SU existait déjà dans l'esprit du cde Lalmand au moment de la réunion précitée où il a cependant marqué son accord pour le maintien pendant six mois.

Dans le but apparent de travestir la réalité des faits, quelques jours après la décision de dissolution prise par le BP, le secrétaire général du Parti antidatant une correspondance demandait au collectif syndical AOU de prendre langue avec les responsables dockers, qui selon ses indications, avaient l'intention de liquider leur syndicat. Le fait que cette correspondance a été antidatée peut être retrouvé en opposant son contenu et sa date.

Elle est une expression de plus de mépris du secrétaire général à l'égard des organismes internationaux qui devaient être avisés de la décision prise.

Il est arrivé de nombreuses fois qu'à des conférences syndicales des thèmes étaient développés sans consultation du responsables syndicaux, que les directives y développées accentuaient encore la confusion au lieu d'y remédier. à d'autres occasions le secrétaire général interdisait à ceux qui assuraient des liaisons internationales syndicales de rapporter aux responsables du collectif autre chose que ce qu'il décidait après le compte rendu qui lui était fait.

Il est clair que dans ces conditions des discussions parfois violentes avaient lieu entre les responsables AOU et syndicaux en général et la direction du Parti et plus particulièrement le secrétaire général. C'est probablement à la suite de ces discussions incessantes que le secrétaire général attribua au collectif un mauvais esprit à caractère d'hostilité au Parti et justifia sa liquidation sur cette base au début de 1952.

Les résultats, limités à cet aspect du problème, se traduisent par la liquidation des cdes actifs, l'arrêt et la liquidation d'activités en cours à l'époque, la stagnation de l'AOU malgré

les promesses d'appui du Parti défini par la Conférence nationale de juin 1952.

Comment est-il possible de parler de liaison avec les masses quand on méprise et qu'on contrecarre le travail syndical?

A ce sujet Staline a exprimé ce qui suit, citation d'ailleurs rappelée dans mon rapport "sans suite de fin 1952" Impulser et mener jusqu'au bout la lutte pour l'unité du mouvement syndical en se souvenant bien que cette lutte est le moyen la plus sûre de gagner les masses ouvrières.

Car on ne peut gagner les masses prolétariennes sans avoir gagné les syndicats"

C'est surtout dans ce domaine qu'il y aurait beaucoup à dire sur les positions du secrétaire général et d'autres dirigeants, mais il faudrait un volume pour l'écrire et, au surplus, je n'ai participé que partiellement à ces activités et aux rapports avec la direction du Parti.

Pour moi tout se tient ; les méthodes du Parti sur le plan syndical et les possibilités de développement de l'AOU, les sources d'erreurs, leurs responsables et leur élimination, l'inactivité de camarades et les raisons de cette situation ; la crise de méfiance, le scepticisme, l'attentisme, le sectarisme qui traverse le Parti dans son entier et les raisons qui l'ont provoqué, etc.

Cette situation n'est rien moins que la désagrégation du Parti, la rupture de l'unité de ses rangs provoquée par les principaux dirigeants du Parti et plus particulièrement par le secrétaire général.

Il n'est plus possible d'espérer rétablir cette unité, ce bloc monolithique que doit être le Parti, de recréer l'enthousiasme propre aux communistes et le pôle d'attraction qui en découle pour les non communistes sous la direction actuelle.

J'ai cité quelques faits qui se situent parmi d'autres mais qui mériteraient un examen plus large et leur élargissement au problème syndical notamment au cours de larges conférences sur cette question qui précèderaient le CC devant en traiter.

J'ai porté un jugement grave sur des responsables du Parti mais ce jugement et la solution qui doit éventuellement en résulter appartient au Parti tout entier et notamment à son Congrès ou au C.C.

Ce rapport a été développé verbalement avant que ne soient communiqués les travaux du C.C. Depuis est paru l'article du Cde Lalmand " nous sommes dans la bonne voie ".

Pour moi, on n'est pas dans la bonne voie, les mesures prises n'étant pas, et de loin, en rapport avec l'importance du mal auquel il faut remédier.

DIRECTION DU P.

B.P. : + Beelen - Van Moerkerke - Moulin - Van den Branden

Secrétariat : + Burnelle - Borremans adjoint au secrétariat.

C.C.P. : Président Van den Sompel

secrét. permanent : Motquin

C.C.P. fera proposition au B.P. (C.C.) pour son renforcement.

Beelen : travail permanent.

XIe Congrès : 11 - 12 - 13 et 14 novembre (commencer l'après-midi du 11).

C.C. sur trav. syndical : date (consultation base avant).

C.C. sur presse : date (consultation base avant).

C.C. sur thèses : date (discussion base sur thèses pendant les 2 mois précédant le Congrès)

- Envoyer au moins 1 semaine à l'avance le résumé des rapports au C.C. aux membres du C.C.

- Commission 5 membres du C.C. :- pour examiner le travail des membres du C.C., cadres supérieurs O.M., cadres fédéraux en vue de préparer documentation pour propositions du nouveau C.C. au Congrès.

*pour un représentant de
méthodes de travail ou ?
l'aspect politique
avant tout
ou à l'inverse*

3) Décide de la recevabilité des demandes de révision des cas de sanctionnés par le C.C.
*Examinable
vérifier les cas soumis en vue
des sanctions par le C.C.
motivée*

- pour examiner les ^{conditions dans lesquelles} ~~cas~~ des anciens membres du C.C. et B.P. ~~non~~ sanctionnés. ont été relévis de cette responsabilité

- composition de cette commission au prochain C.C. — la commission fait rapport au B.P. et C.C.

Revoir méthodes de travail du B.P. (+ direction collective)

Fonction du secrétariat : discuter au B.P.

Envoyer aux membres du C.C. les ordres du jour et décisions du B.P.

Communication orale au C.C. de la situation financière, d'org. et de presse (2 fois par an).

Publication travaux C.C. : film du C.C. - résolution - décisions - articles.

Document sur C.C. pour membres C.C. et C.F.

- Passer les ordres du jour, résolutions, etc. des org. de base aux membres du C.C.

2.-

- Etude par B.P., faisant appel à des collaborateurs (pris dans C.C. et autres) sur le travail dans les org. de masse.
- Coordonner l'envoi des directives nationales (secrétariat)
- Commission C.C. sur appel De Bie : Verdoodt - De Smet - Taillat
Communiquer à De Bie.

- Politique du P. pour paysans et classes moyennes

Organisation

- Réunions des C.F. - conférences féd. - de base sur travaux C.C.
- Associer la base à l'élaboration ligne et fixation des tâches (travail syndical - presse - thèses - préparation des congrès fédéraux et national).
- Calendrier de visites des membres C.C. à la base.
- Simplification administration.
- Nouvelles fédérations (étudier Waremmme - Thudinie).
- Nouveau système de liaisons avec fédérations.
- Réunions des S.P. de fédération.
- Permanences sociales (députés et autres) - réunion d'étude de la question avec des cdes compétents.
- Monographies des entreprises.
- Lutte dans le Parti pour l'application du principe que chaque membre participe à l'activité (modification des Statuts).
- Tendre à diminuer davantage les dépenses de l'appareil national.

A.P. - Education - Presse

- Tribune de discussion dans D.R. pour préparation XIe Congrès
- Calendrier des membres C.C. : articles presse
meetings (au moins 1 par mois)
vente collective (idem)
- Ouvrir nos réunions éducatives aux sympathisants
- Prendre l'avis de la base pour la confection du matériel de
propagande national.
- Formation idéologique et technique des cadres de base - Rubrique
dans D.R.

Organisations de masse

Mutuelles - réunions régulières avec les cdes dirigeants de plusieurs régions.

U.B.D.P. : Mouvement au lieu d'organisation

A.B.S. : Renforcer pour combattre mensonges anti-soviétiques

Sol : Réduire à sa plus simple expression.

J.P.B. : En principe dans 4 régions : Anvers - Bruxelles -
Charleroi - Liège.

C.C.P.

- Question Willy Frère à régler rapidement
- Approfondissement autocritique Terfve/Van Hoorick sur F.I.
- Régler rapidement le conflit Willems - Ledoux etc.....

B.P. 26 juin 1954

Présents : Lalmand - Terfve - Van Hoorick - Moulin - Beelen
Van Moerkerke, Burnelle/

Absents : Borremans - Herssens (congé)

O.J.

- Une directive sur la presse sera envoyée aux sections après les discussions (B.P. d'accord)

Motion d'ordre

1) Vden Boom

Propose que le BP lève l'interdiction qui l'empêche de dire ce qui s'est passé lors de l'arrestation de Relecom, Leemans, Joye Vanden Boom par la Gestapo et pour lesquels ils ont été sanctionnés justement suivant moi et établir la vérité.

Lalmand

Comprend la position de Van den Boom, mais estime que c'est une déclaration du BP qu'il faut. Demande que la commission des cinq examine ce cas.

Terfve

Ne peut épouser la thèse de Van den Boom de lui donner la liberté de s'exprimer. Mais que v ient faire la commission des 5 dans ces cas.

Beelen

Tout à fait d'accord pour que l'on revoie cette situation, car dans l'atmosphère actuelle des critiques tendancieuses se font jour. Il faut aussi donner un degré des responsabilités.

Van Moerkerke

En ce qui concerne le faux DR on peut donner de suite des explications. Pour les reste, il faut accélérer pour rédiger le document explicatif. Dans ce sens ne pourrait on désigner 2 ou 3 membres du BP pour mener l'enquête ?

Van Hoorick

La position dans les camps c'était qu'il fallait étudier après la guerre.

Lalmand

L'accusation que Van den Boom a trempé dans le faux D.R. est fausse. Jamais on a reproché cela à aucun des 4. Cela doit être démenti de suite.

L'autre affaire, il faut trouver la documentation pour fournir des

explications.

G. Glineur

Il n'a jamais été question du faux DR dans l'affaire des 4 cdes.
Parle aussi d'une distinction honorifique en faveur de Relecom.

Décisions

- lise au point du BP sur le faux DR (unanimité du BP moins Burnelle)
au CC et dans la féd. de Bruxelles.
- commission du BP pour reexaminer les cas des 4 cdes : Beelen,
Van Moerkerke , Terfve.
- le BP favorable à la demande de distinction honorifique pour
Relecom sauf G. Glineur qui s'abstient.

Van Hoorick

Présente la commission des 5. Il y a encore discussion sur la candidature de Relecom.

Lalmand

Est contre la candidature de Relecom en raison du contenu qu'il veut lui donner.

Van den Boom

Est contre aussi, en raison de l'attitude de Relecom dans le passé et à la conf. nat.

Burnelle

Avant était contre Relecom, après la décision de revoir le cas est pour cette candidature. Pourquoi repousser la bonne volonté ?

Lalmand

Relit une lettre de Relecom sur la commission des cinq qui met en lair le Parti.

Tenant compte de cela maintient son opposition à la candidature de Relecom.

Van Hoorick

Donne connaissance des attributions de la Commission des 5, décidée par le BP et ne voit pas tellement d'opposition avec la proposition de Relecom.

Van den Boom

Propose que l'on retourne devant le CC avec cette question.

Terfve Pour établir les attributions de la Commission des cinq, nous ~~avons~~ sommes partis de la décision du CC. La commission des 5 fait double emploi avec le BP et la CCP.

3.
Mais il y a une décision du CC, il faut la constituer d'éléments irréprochables. Relecom en raison de son passé, n'est pas dans ce cas.

Beelen

La Commission doit aider le BP et le CC à rétablir la confiance dans le Parti, elle n'a donc pas de fonctions supérieures. Alors mettons y Relecom.

Van den Boom est d'accord avec la position de Terfve.

Van den Branden pense de plus en plus que la commission des 5 est superflue.

Sur ses attributions

Lalmand

S'il s'agit de rassembler la documentation, alors oui. S'il s'agit de donner un avis au CC, alors non. Cela ne rentre pas dans le cadre des principes.

Moulin

Il faut préciser clairement les attributions de la commission : un travail de documentation.

Burnelle

Elle doit pouvoir donner un avis

Lalmand : Alors c'est enlever une prérogative au BP.

Décision

- 1) La commission rassemble la documentation qu'elle remet au BP et peut émettre un avis au BP, qui fera rapport au CC.

BP d'accord à l'unanimité.

La candidature de Relecom est rejetée par 7 voix contre 4.

III. - Note de Moulin sur le charbon

Voir note en annexe.

Décision

- 1) Étudier l'ensemble du problème dans le rapport au CC de Burnelle
- 2) La rédaction du DR changera quelqu'un pour faire un article.

IV. - La guerre au Guatemala

Van Hoorick propose un meeting organisé par ^{un comité large} des non communistes.

Beelen

Ne pas drainer vers les USA est peut-être une manifestation de sympathie envers le Guatemala.

Propose O.J. dans entreprises, dans conseils communaux, possibilités pour l'action commune.

Lalmand

Dénoncer aussi les trusts - américains qui exploitent le peuple guatémaltèque.

B.P. d'accord .

Le problème syndical

Van den Boom présente son rapport. (Voir rapport dans un P.V. précédent)

Lalmand : rappelle qu'il a écrit un avis sur lequel le rapport est muet.

DiscussionBeelen

Les cdes qui mettent en doute la justesse de la fusion en 45 ont tort, Toutefois, les faits semblent leur donner raison.

Il faut déjà trouver en 1942 dans notre orientation syndicale les raisons de nos erreurs. Déjà à cette époque, l'orientation unitaire était, en fait, une orientation liquidative du mouvement syndical combatif (CLS) qui devenait prisonnier de la CFGT et du MSU. Cette tendance s'est aggravée lors de la fusion en 45 et à présent nous avons eu une attitude équivoque.

Dans cette attitude équivoque il y a eu des moments en pointe : création de la confédération du SU ; création du SU à Anvers.

Faut-il s'orienter vers des SU ? Ou faut-il aller vers l'union au sein de la FGFB ?

Mon orientation c'est l'union au sein de la FGFB qui est essentielle. Ce qu'il faut, c'est faire respecter la démocratie syndicale. Réaliser ceci en fonction de la lutte revendicative, déployer une tactique souple, ne pas être négatif.

G. Glineur

Dans un CC passé on a dit : " pas question de constituer de nouveaux syndicats, oeuvrer dans la FGFB " Cette position est juste mais nous n'avons pas aidé suffisamment nos cdes à surmonter leurs difficultés.

Burnelle

La discussion dans le P. peut donner beaucoup, mais il me semble que nous devons ~~connaître~~ ~~xxxxxxx~~ orienter en insistant à se pencher sur des cas précis passés dans la région.

Pense qu'il n'y a pas de perspective unitaire dans le SU
au contraire, il y a un sectarisme.

Pour le travail à la FGTB nous n'avons pas de perspectives. Nous devrions avoir une plate-forme de combat à l'intérieur de la FGTB indiquée par un militant FGTB.

Il faut un journal qui exprime une tendance, mais pas de comités AOU.

Vanden Branden

Est pour la continuation du travail dans la FGTB et pour le renforcement du SU là où il existe, mais pas en créer de nouveaux. Il existe ~~existant~~ à Anvers un courant chez nos cdes disant qu'il n'y a rien à faire dans le mouvement syndical, car manque de démocratie et on ne voit pas ces moyens pour remédier.

Deconinck

L'étude du problème syndical doit se placer dans le cadre de l'évolution politique.

Le rapport oublie un élément objectif dans son analyse, c'est l'influence de l'exploitation du Congo. Nous n'avons pas vu non plus l'offensive de la bourgeoisie pour la corruption des dirigeants du mouvement ouvrier.

Ne croit pas que l'on pourra résoudre la question syndicale sans éclaircir le travail du P. dans les entreprises.

Surtout pas en Flandre, pas de nouveau SU.

Van Moerkerke

Unité de la classe ouvrière : oui. Mais craint les grandes proclamations dans SU Il vaut mieux faire établir les perspectives par les cdes de la base.

AOU : journal oui. Organisation : non. Cela ne répond pas à une nécessité.

Parti - Syndicat : il faut essayer de voir clair. Grosse confusion encore.

CSC : problème important pour la Flandre.

Terfve

Désaffection syndicale, moins porté que certains le disent. Constate aussi qu'il n'y a pas d'orientation unitaire au SU. Il y a aussi le problème de l'orientation syndicale dans le sens d'une américanisation de ceux-ci.

L'appareil bureaucratique syndical désire aussi liquider nos cdes. Que faisons nous pour eux ? Rien. Il y a aussi chez nous des directions fédérales qui ne se préoccupent pas de ces questions. Ne faudrait-il pas désigner un cde qui se spécialiserait dans ces questions pour aider ?

Clarifier travail Parti et syndicat.

Travail Syndicat : en ordre principal les revendications immédiates : nos cdes en tant que syndiqués doivent jouer le plus grand rôle.

Travail essentiel : dans FGTB tant en Flandre qu'en Wallonie. Où ? surtout dans les entreprises.

La liquidation de l'AOU n'est pas une solution, l'AOU peut jouer un rôle dans le travail unitaire.

Lalmand

Ce qui est important c'est ce que sera demain, donc pas tous les détails sur le passé. Pas une forte politique unitaire dans le SU. Les conclusions devront être tirées après la discussion dans le P.

Ce qu'il faut voir maintenant, c'est le document à envoyer au P. Voici quelques questions à y mettre.

- Différence entre P. - syndicat - AOU
- Comment mener la lutte ~~inter~~ pour la démocratie syndicale
- Examiner les conséquences ~~du point~~ où faut mener la lutte pour la démocratie syndicale.
- l'utilité de l'AOU actuellement, faut il la maintenir, la modifier, quel devrait être son rôle
- l'attitude que le P. devrait avoir envers la FGTB, la CSC, le synd. lib. les autonomes.
- quels doivent être les rapports entre la Cel. et les délégués syndicaux
- le rôle des communistes dans l'organisation syndicale
- le rôle du P. dans le déclenchement des luttes revendicatives
- appréciation sur le rôle, l'utilité de S.U.

Van den Boom fera le texte et Lalmand l'examinera ensuite

B.P. d'accord.

RAPPORT DE LA COMMISSION DE CONTROLE POLITIQUE AU
BUREAU POLITIQUE .

-----le 25 Juin 1954 .
O. Vandensompel .

Après la décision prise par le C.C. au cours de sa réunion des 8 - 9 - 10 - 11 - 15 et 16 mai 1954, de relever de sa tâche comme président de la C.C.P., le cam. J. Borremans, - le C.C. a estimé nécessaire de renforcer la C.C.P. Il apparaît donc opportun que la C.C.P. présente au Bureau Politique un rapport de ses travaux .

Ce rapport a été élaboré, après discussion de la C.C.P. en tenant compte du rapport présenté par le cam. J. Borremans au B.P. en date du 20 février 1954 et des discussions qui s'en sont suivies .

- - - - -

Le X^e. Congrès National du Parti (mars 1951) précise comme suit, par l'article 40 des statuts, le rôle et les attributions de la C.C.P.

- 1° la recherche et la montée des cadres dans le Parti;
- 2° le contrôle du comportement politique et moral des membres du Parti;
- 3° veiller au respect de la discipline, protéger le Parti contre la désagrégation, provocation et corruption;
- 4° mener les enquêtes, ceci à la demande du C.C. et proposer éventuellement au C.C. la prise de sanctions .

Dans sa réunion du 29 et 30 novembre 1952, le C.C. a décidé de charger les organismes dirigeants du Parti, de la politique des cadres, et de supprimer les services spéciaux des cadres .

Dans cette même réunion, le C.C. a défini le rôle et les attributions de la C.C.P. comme suit :

- 1) les problèmes de vigilance, les enquêtes, la vérification approfondie des cadres dans les divers secteurs;
- 2) l'éducation dans le Parti en liaison avec la vigilance et le respect des statuts;
- 3) veiller au respect du centralisme démocratique et à l'état de santé du Parti .

Le C.C. a invité en outre la C.C.P., en vue de l'exécution de ses tâches, d'organiser des déplacements dans les fédérations pour les aider à résoudre les différends qui s'y font jour, - à l'exception des cas auxquels sont mêlés les membres du C.C. et ceux qui ont rapport aux Administrations Centrales .

Enfin, d'une manière plus précise, le rôle de la C.C.P. consiste à faire respecter la vigilance sous toutes ses formes, l'éducation du Parti dans le domaine de la vigilance, la solution des différends surgis à l'échelle nationale, et l'aide aux fédérations pour résoudre les cas surgis à l'échelon fédéral .

La vigilance consiste à préserver la Parti de la désagrégation, la provocation, la corruption; à faire respecter la discipline du Parti, les statuts du Parti, le centralisme démocratique; veiller au comportement politique et moral de ses membres .

L'éducation dans le Parti doit consister à profiter de chaque occasion pour poser dans les fédérations ou sections dont il est question, les cas pour lesquels la C.C.P. a été appelée à intervenir, afin de faire profiter les membres du Parti des enseignements tirés de ces cas .

La solution des cas doit s'opérer en tenant compte de l'intérêt du Parti, des droits et devoirs des membres du Parti .

Or, les cas traités par la C.C.P. concernaient tous, soit la vigilance, le respect de la discipline du Parti, ou la sauvegarde de l'unité politique du Parti .

La C.C.P. estimait qu'elle jouait son rôle en réglant les cas surgis . Dans de multiples cas, la C.C.P. a délégué un ou plusieurs de ses membres auprès de l'organisation du Parti dont il était question, pour fournir les éclaircissements nécessaires, sur les raisons et la nature de sanctions prises . Ceci comprend la partie éducative du travail de la C.C.P.

Il serait sans doute utile pour le Parti, que la C.C.P. dresse le bilan général du travail fourni, en tirant des conclusions générales de l'expérience acquise au travers de l'examen et les solutions des divers cas .

Il est donc exact que la C.C.P. n'a pas vu le rôle qu'elle devait jouer en dehors du cadre, consistant à régler les cas . A part quelques cas - particuliers -, l'ensemble du travail de la C.C.P. a été absorbé par la solution des différends .

Comment la C.C.P. n'a-t-elle pas compris toute l'étendue de son rôle et s'est-elle bornée à résoudre les cas ? La C.C.P. n'a jamais songé à déterminer et à préciser son véritable rôle et sa vraie mission .

La question qui se pose actuellement, est celle-ci:

La C.C.P., au cours de la période qui la sépare encore du XI e. Congrès National, peut-elle franchir le cadre, dans lequel elle était enfermée, jouer entièrement son rôle et accomplir sa mission ?

Avant de répondre à ces questions, il y a lieu de passer en revue les critiques émises par le Bureau Politique du 20 février 1954; sur le travail de la C.C.P.

En outre des critiques portant sur la non réalisation de son rôle, il est prétendu que la C.C.P. :

- 1) met trop de lenteur à régler les différends;
- 2) elle s'acquitte de son travail avec soin, mais trop vite;
- 3) elle commet des erreurs de procédure;
- 4) manque de sentiment humain;

- 5) une tendance à la répression règne à la C.C.P.;
- 6) certains membres de la C.C.P. se croient être des juges, et aiment les cas plus ou moins frelatés .

Il est exact que certains cas ont pris un temps trop long. Ceci cependant n'est pas une règle générale et la faute n'en incombe pas toujours à la C.C.P. Dans la plupart des cas le ralentissement doit se chercher en dehors de la volonté de la C.C.P., et en dehors de la volonté des membres chargés de l'enquête . Dans bien des cas, l'enquête a été interrompue pour un temps indéterminé, par le fait que l'intérêt du Parti exigeait que la priorité soit donnée à un nouveau cas introduit .

Dans les circonstances où le délai est décisif, le danger existe naturellement d'agir trop rapidement .

Il est exact que la C.C.P. en ce qui concerne la procédure, a commis une erreur dès le début; cette erreur consiste dans le fait que les intéressés n'étaient pas entendus par la réunion plénière de la commission et qu'ils ne recevaient pas communication des propositions faites à leur sujet, avant de soumettre ces propositions au Bureau Politique . Cette erreur a été redressée. D'autres erreurs dans le domaine de la procédure, ne sont pas connues à la C.C.P.

Il est probable que la C.C.P. donne souvent, au cours de son travail, l'impression qu'elle et ses membres manquent de sentiments humains, et peuvent apparaître comme des juges maniant la baguette de la répression . Ceci est propre au travail que la C.C.P. a fait jusqu'à présent . En outre, lorsqu'il est fait appel à la C.C.P. pour le règlement d'un cas, - elle doit agir dans l'intérêt du Parti, et la sentimentalité vient ensuite .

Mais déduire de cette impression que la tendance existe à la C.C.P. et chez certains de ses membres, de manquer d'humanité et d'être dépourvus de sentiments, est absolument injuste et faux .

Il est tout aussi nécessaire de rejeter l'affirmation selon laquelle des membres de la C.C.P. aiment les histoires plus ou moins frelatées .

S'il s'avère exact que des membres de la C.C.P. sont animés de sentiments inhumains, qu'ils se montrent et agissent comme des juges et aiment les histoires plus ou moins frelatées, - dans ce cas une seule décision est à prendre, ces camarades ne sont pas à leur place à la C.C.P. et doivent en être éloignés . Si le B.P. est de cet avis, il y a lieu d'agir en conséquence .

Ceci étant dit, les critiques émises témoignent néanmoins de la nécessité pour la C.C.P. et ses membres, de veiller à détruire la réputation **existante**, comme quoi la C.C.P. est la "police du Parti" et rétablir la vérité, c'est à dire que la C.C.P. est la gardienne vigilante de l'esprit du Parti, de la morale du Parti, de la discipline du Parti et du centralisme démocratique . Il va de soi que, dans son travail futur, la C.C.P. tiendra compte des critiques formulées à son sujet par le Bureau Politique. Et le B.P. est prié de vouloir aider la C.C.P. en lui faisant opportunément les remarques justes, au moment précis, où la C.C.P. commettrait des fautes semblables .

Les discussions au B.P. contiennent des enseignements précieux pour le travail futur de la C.C.P., notamment :

- 1) sa tâche principale est de s'occuper de la vigilance et du respect du centralisme démocratique;
- 2) de faire profiter tout le Parti des enseignements qu'elle a tirés de ses expériences dans le domaine de la vigilance;
- 3) de ne traiter que les différends dans lesquels sont mêlés les membres du Comité Central ou des administrations centrales ;
- 4) donner une autre orientation au travail .

La possibilité existe-t-elle, même en renforçant par de nouveaux membres la composition actuelle de la C.C.P. - qu'elle soit en état de jouer son véritable rôle, comme elle devrait le faire ?

La C.C.P. doit, cela va de soi, dès à présent jusqu'au XI^e. Congrès National, s'attacher à diriger son travail dans la ligne juste, afin d'atteindre le maximum dans l'exécution de sa tâche essentielle , - de donner à son travail la juste orientation .

En outre, il importe surtout, de résoudre les cas encore en suspens, de telle manière que la mauvaise réputation que la C.C.P. semble avoir acquise dans le Parti, soit transformée, afin que le Parti tout entier estime que la C.C.P. et son travail, sont utiles et nécessaires .

Au Bureau Politique d'aider à ce travail .

Remarque : le cam. O. Vandensompel , dans son exposé, commentera oralement certains passages du présent rapport .

o o o o o o o
o o o o
ooooo
o

Note pour le Secrétariat

Le 22 juin 1954.

Chers Camarades,

Je voudrais bien que dans le cadre de l'examen de la situation on procède à un bref examen au cours du B.P. de la note suivante.

Amicalement.

G. Froment.

Note relative à la situation dans
les mines

AU B.P. du 12 juin au cours de la discussion sur la situation politique, j'ai souligné qu'il était souhaitable que le P. et le SU prennent l'initiative de la défense des intérêts des mineurs au moment où le chômage prend des proportions dangereuses et où la menace sur les charbonnages dits marginaux reste.

Je ne sais quelles initiatives ont été prises par le Parti dans ces régions depuis lors.

Mais la lecture du DR m'inspire quelques inquiétudes quant à l'activité du P. sur cette question et quant à la justesse de la position défendue dans le DR (Cf. DR du 15/6 et du 19/6 rubrique TT et DR du 21/6 première page).

Voici quelques réflexions que je me fais à ce sujet :

Situation : Ce sont plus particulièrement les mines du Hainaut et du Limbourg qui sont touchées par le chômage en ce moment. Les stocks risquent d'atteindre les 4 millions de tonnes à la fin de ce mois. C'est un chiffre quasi équivalent à celui atteint lors de la crise de 1932. Des dizaines de milliers de mineurs ont été mis en chômage partiel (plusieurs jours) chaque semaine.

Les causes de cette situation peuvent être définies comme suit : - diminution de la consommation de charbon ou dérivés par l'industrie lourde (On prévoit cependant une légère reprise)
- diminution de la consommation domestique par suite des moyens d'achat du consommateur (diminution), de la période d'été, et de la concurrence grandissante du carburant à base de pétrole ;
- difficultés d'exportation ;
- importations inutiles : dans le cadre de la CEEA des pays tiers, notamment les USA. Les importations en provenance des USA avaient été suspendues mais une forte pression est exercée pour qu'elles soient à nouveau autorisées.

Les milieux charbonniers qui parlent avec l'appui des monopoles financiers qui les soutiennent mettent les charbonnages marginaux en cause.

Ils demandent leur fermeture, le déplacement de la main d'oeuvre
Leurs arguments : il n'est pas rentable d'accorder des milliards
aux mines pauvres, si on continue à les aider, il y aura à bref
délai 7 millions de tonnes sur les carreaux.

Cette situation met les mines riches en peril ; Elle empêche la
baisse des prix (ils citent comme exemple la fermeture de mines
en France et le déplacement de main d'oeuvre qui ont permis
la baisse du prix du charbon et de l'électricité).

" Le Soir " du 13/6 publie un article important sous le titre
" La reprise des importations de charbon américain se justifie-t-
elle en Belgique ? "

Dans cet article la situation est examinée en détails et on envi-
sage trois solutions :

- 1) ralentir la production
- 2) appliquer l'article 26 de la Convention (CECA) permettant
l'isolement du marché
- 3) arrêter les importations des pays tiers.

L'article arrive finalement à la conclusion qu'il faut adopter
la 3e solution. Le gouvernement se cantonne jusqu'ici dans des
généralités. Van Acker vient de donner des premières précisions
sur sa conception de la lutte contre le chômage. Mais rien de pré-
cis n'est dit sur les mines et surtout rien sur la CECA ni le
charbon USA.

Notre position

Je crois que nous devons profiter de l'occasion concrète qui nous
est donnée de lier la lutte pour les revendications immédiates
(lutte des mineurs contre le chômage et la fermeture) et la lutte
contre l'unification européenne (CECA) et contre l'invasion écono-
mique USA. Cette liaison est totalement omise dans les articles du
DR. La ligne à suivre devrait être : Maintien en activité des
mines pauvres. Lutte contre le chômage.

- Par : -La réduction des heures de travail (45 h)
- Amélioration de l'écoulement de la production : grâce à une
politique générale de plein emploi dans l'ensemble de l'
économie.
 - L'amélioration du pouvoir d'achat du consommateur grâce à
envisager momentanément des subsides.
 - Politique commerciale étrangère meilleure grâce à une
interdiction des importations de charbon par : application
de l'art. 26 en attendant la dénonciation de la CECA.
 - Interdiction des importations de pays tiers, et le maintien
de l'interdiction à l'égard des charbons USA.

Faire connaître cette ligne par agitation propagande dans les
régions intéressées (Fed. Boraine, Fed. du Centre , Fed. de
Charleroi , Fed. du Limbourg).

Un tract sur cette question, peut être une affiche ? Des meetings , un numéro du DR-D avec vente spéciale dans ces régions ?

Voilà pour le plan régional ou local.

Sur le plan national : démarches auprès du gouvernement (lettre, visites de nos parlementaires , Terfve, Glineur , Noel , chez Van Acker, questions parlementaires, interpellations) et populariser.

Organiser des discussions dans les cellules d'entreprises ou là où il y a des mineurs sur ces problèmes et examiner les modes de lutte à choisir.

Orienter le travail du SU : celui-ci ne pourrait-il organiser l'action immédiate pour l'application de l'art 26 et le maintien de l'interdiction des charbons USA et l'application des 45 h (Petition délégation chez Van Acker , grève d'une heure etc).

Ne pourrait-on éditer un numéro spécial de l'AOU sur cette question.

Lancer un appel à tous les mineurs pour la lutte unie, peut être organiser une journée d'étude du problème.

PB14_1954_07

PB 14
Z.d.

Communiqué de la direction du Parti
Communiste de Belgique
sur la tactique électorale à appliquer au cours des
élections législatives 1954

Le développement de la situation politique, tant sur le plan national que sur le plan international confère aux élections législatives qui vont se dérouler dans notre pays d'ici quelques semaines, une importance particulière.

Ces élections doivent être le reflet, dans le cadre de la Belgique, des transformations profondes qui sont apparues au cours de ces derniers mois et qui sont en pleine voie de développement.

Elles doivent marquer tout d'abord dans le problème dominant de la guerre et de la paix la volonté de plus en plus puissante des grandes masses populaires de faire prédominer l'esprit de négociation et d'imposer la détente internationale.

Elles doivent exprimer le profond courant qui dresse l'opinion publique belge contre le réarmement de l'Allemagne et la reconstitution de la puissance militaire allemande même sous le camouflage transparent de la Communauté Européenne de Défense.

Elles doivent faire apparaître le sursaut d'indépendance qui soulève notre peuple et qui le pousse à se dégager des contraintes insupportables qui font peser sur lui les volontés de l'impérialisme américain.

Elles doivent être le témoignage de cette aspiration de plus en plus nette à la transformation fondamentale de la politique menée depuis six ans par tous les gouvernements

qui se sont succédés au pouvoir, politique qui nous a valu l'accroissement massif des budgets militaires, des impositions écrasantes, le service militaire de 24 puis de 31 mois ; politique qui a entraîné une hausse constante du coût de la vie, un avilissement des salaires, un grignotage de la sécurité sociale, un accroissement de l'insécurité des conditions de travail, un chômage persistant et un lent dépérissement de l'activité économique du pays.

Le moyen le plus efficace pour assurer cette transformation radicale indispensable c'est de permettre à l'opinion populaire de se manifester à travers la consultation électorale et de marquer clairement sa volonté de voir placer à la tête du pays un nouveau gouvernement pratiquant une politique fondamentalement différente de celle menée depuis 1947.

L'objectif essentiel poursuivi par notre Parti est de tout mettre en oeuvre pour qu'il en soit ainsi et de tout faire pour permettre et faciliter le regroupement des forces saines du pays attachées à la reconquête de notre indépendance et à la sauvegarde de la Paix.

Le Comité Central estime que cette tâche d'une importance décisive ne peut être le monopole des seuls communistes. Si ceux-ci, en raison de leur caractère de formation d'avant garde du prolétariat ont un rôle décisif à jouer, il n'en demeure pas moins que les objectifs poursuivis réclament d'être pris en main par l'ensemble de la classe ouvrière jouant pleinement son rôle de classe montante porteuse des intérêts de la nation et que dans cette lutte, la classe ouvrière doit pouvoir compter sur l'appui et l'aide de toutes les forces patriotiques et pacifiques du pays.

A l'aveille de la consultation populaire électorale il importe de prendre clairement conscience que les séparations politiques s'opèrent de moins en moins sur la base des divisions traditionnelles des partis, que les anciennes notions de gauche et de droite s'éloignent de plus en plus de la réalité.

Les récents débats au Parlement sur la CEB ont permis de voir que deux tendances plus générales s'affrontent : celle des défenseurs de l'indépendance de la Belgique et de la Paix, celle des hommes du camp de la guerre liés à l'impérialisme américain.

Cette division nouvelle se marque avec plus de netteté au sein du Parti socialiste Belge.

Sans nul doute, la direction de celui-ci dans sa quasi totalité reste non seulement complètement inféodée à la politique impérialiste, mais encore en est un des agents les plus actifs et les plus pernicioeux en ce sens qu'elle est chargée de faire accepter cette politique par les masses ouvrières sur lesquelles elle exerce une influence.

Le rôle joué par un Spaak au sein du Mouvement européen, par un Pinet à la direction de la Communauté Charbon Acier et par combien d'autres, ne permet pas de douter à ce sujet.

Cela signifie que le PSB comme tel, ne peut être rangé dans le camp de forces ~~ex~~ progressistes et pacifiques, que son opposition à la politique gouvernementale est une opposition de méthodes et de détails qui ne porte pas sur l'essentiel et que ses perspectives pour le lendemain des élections loin d'impliquer une transfor-

mation radicale de la politique poursuivie par la Belgique, signifient au contraire une continuation et probablement même une accentuation de la politique de dépendance à l'égard des impérialistes.

C'est la raison fondamentale pour laquelle le Comité Central du Parti estime que dans les circonstances présentes ce serait une lourde erreur de proposer la constitution de listes uniques socialistes-communistes, sous prétexte de favoriser la réalisation de l'unité ouvrière.

Il existe entre la politique préconisée par la direction du P S B et la politique de notre Parti une opposition complète qui porte sur l'essentiel et la ligne suivie par les instances dirigeantes du PSB ne diffère que sur des points secondaires de celle mise en avant par les dirigeants du PSC et du parti libéral, et n'est nullement de nature à permettre à la Belgique de s'engager dans la voie de l'indépendance et de la paix.

Il serait faux par contre de ne pas voir qu'en raison du caractère même du PSB et de ses traditions, en raison de ses attaches encore très profondes au sein de la classe ouvrière et de la pression constante exercée par sa base prolétarienne, les militants et mandataires socialistes ne soient pas plus aptes que quiconque à accepter et à défendre une ligne politique différente de celle de leur direction, une ligne conforme aux aspirations profondes des masses travailleuses.

Le récent vote sur la CED est un indéniable reflet de cette situation.

Notre Comité Central est prêt à tenir compte de cet état de chose et à favoriser au maximum le regroupement des

ouvrières sur des bases précises acceptables aussi bien par les travailleurs socialistes que par des travailleurs communistes.

Il estime que dans chaque circonscription électorale où la possibilité existe d'assurer l'élection de mandataires se réclamant directement de notre Parti et luttant pour le triomphe de ses mots d'ordre, nous avons pour devoir de présenter des candidats.

L'existence d'un Parti communiste solide et influent attaché de toutes ses fibres à notre indépendance nationale luttant inlassablement pour l'^{unité}~~notre~~ agissante de la classe ouvrière et le rassemblement de toutes les forces pacifiques du pays et jouant pleinement son rôle d'avant garde, est la meilleure garantie d'un redressement rapide de la Belgique et de la sauvegarde de la Paix.

C'est nous qui sommes les héritiers et les continuateurs de la grande tradition qui a fait de notre classe ouvrière belge une classe ouvrière d'élite historiquement célèbre par sa haute conscience politique et sa fermeté dans les luttes.

C'est ~~qui~~ nous qui sommes les héritiers et les continuateurs des glorieuses traditions de liberté, d'indépendance et de résistance à l'oppression étrangère qui ont fait la gloire des peuples des provinces ~~de~~ Belgique.

C'est dans nos rangs et sous nos drapeaux que se trouve la place des meilleurs fils de la classe ouvrière, des serviteurs les plus conscients de notre *patrie*.

Le Comité Central estime cependant que là où les possibilités électorales du Parti apparaissent comme insuffisantes, là où l'éparpillement des voix ouvrières et pacifistes risque-

rait de faire le jeu des candidats du camp impérialiste et belliciste, nous avons pour devoir de prendre l'initiative des solutions susceptibles d'éviter ce danger.

C'est pourquoi le Comité Central a décidé que dans les provinces de Luxembourg, du Limbourg, de Namur et de Flandre Occidentale une offre de désistement serait faite par les candidats du Parti communiste en faveur des candidats du parti socialiste belge.

Ce désistement se ferait à la condition que les candidats du PSB prennent un engagement public et solennel sur les points suivants :

- Opposition au réarmement de l'Allemagne et à la ratification de la Communauté Européenne de Defense
- Accord pour promouvoir la participation active de la Belgique à une politique de détente internationale et de sauvegarde réelle de la Paix
- Accord pour le développement d'une politique de réduction massive des dépenses de guerre et de la durée du service militaire.

Nous ne réclamons pas d'engagements sur d'autres points estimant que l'application et le respect de ceux-ci sont suffisants pour permettre le développement de la politique à laquelle aspire l'écrasante majorité des masses travailleuses de notre pays.

En agissant ainsi, notre Comité Central a conscience d'apporter la preuve éclatante que faisant fi de toute préoccupation électoraliste, le Parti communiste de Belgique, place avant toute autre considération son souci d'aider à la réalisation de la véritable unité ouvrière et au rassemblement des forces de Paix.

Il est certain que son geste sera compris et apprécié comme il convient par tous les travailleurs.

Note sur la Campagne électorale :

FEDERATION D'ATH- TOURNAI .

17 avril 1954 .

1° La campagne électorale a montré plus que jamais la volonté des camarades de la base, de faire percer le Parti .

Ex: fonds électoral :

Sur 23 sections de plus de 10 membres, 15 ont participé activement à la récolte de fonds .

Ce sont, entre autres, Blaton, Bernissart, Raurain, Warchin, Lessines ,
qui dépassent les plans .

A Tournai-Ville, à côté d'une dizaine de camarades particulière - ment actifs dans la récolte, André Delrue s'est distingué en récoltant à lui seul, par petites sommes, 10.200 frs .

Cependant la section de Rumes, n'a atteint que 50 % de son plan - reflet d'une situation à surveiller dans la section où il me semble que le S.P. semble dérouter et oppressé par l'habile politique du bourgeois- tre socialiste de l'endroit, et de la difficulté du Comité à mener toutes les tâches de front .

La section de Basècles n'a pas participé au fonds électoral .

La Vente de Masse du 4 avril :

Bien que décidée tard et préparée en quelques jours, elle a permis de diffuser 1000 D.R. supplémentaires - répartis sur 15 sections, et 2 cellules de Lessines .

La diffusion du matériel, collage, fait consciencieusement par - tout ^{dan la section} et dans les communes voisines des sections - chaulage dans de nombreux endroits .

Certaine édition d'un matériel local : à signaler les petites sections d'Ellezelles, Flobecq, La Hamaide - qui ont édité en commun 5 tracts - et qui précédemment avaient organisé une conférence paysanne où Bonenfant a eu 40 auditeurs cultivateurs .

Il y a eu aussi le Marteau - , des tracts à Dottignies, Quevau - camps, Lessines, 2 Acren

2° Les permanents fédéraux ont été trop uniquement préoccupés par l'agitation et surtout l'agitation dans les communes , où il n'y a pas de section .

Il s'agit là d'un travail superficiel et d'une illusion sur les résultats possibles .

Tenir compte cependant du travail de propagande fait aux bureaux de pointage, aux gares, et à certaines entreprises .

✗ Elle a confirmé les faiblesses dans le domaine de l'organisation .

Sections locales :

Elles ont travaillé sur un certain nombre d'actifs .

Très peu d'assemblées générales ont eu lieu, malgré la décision d'un B.P.

Le S.P. et le S.O. n'ont d'ailleurs pas veillé à la tenue d'assemblées générales dans leur propre section.

Il s'agit d'une tendance à ne réunir que les actifs, tout en essayant d'en augmenter le nombre, qui résulte de l'opinion qu'il est inutile de convoquer tous les membres puisqu'ils ne viennent quand même pas.

Les répercussions de cet état de choses sont graves: si chaque membre d'une section n'a pas été amené à s'intéresser à la campagne électorale, on peut s'imaginer le rétrécissement du champ d'explication et d'action du Parti, à la base.

Pourquoi cette situation?

Il y a la résistance de certains membres devant les multiples tâches demandées à la base (Parti + organisations de masses) et devant le manque d'intérêt de certaines assemblées. Il faut revoir ce problème - peut-être sous l'angle d'assemblées populaires vivantes avec parties récréatives.

Revoir le rôle de certaines organisations de masses, sans rayonnement, qui tendent à disperser l'activité des sections, ou à se contenter d'une activité de façade.

~~Il faut revoir ce problème~~

Il y a de la part des permanents fédéraux acceptation de cette façon d'agir - acceptation que je n'avais pas décelée auparavant, et dont je dois approfondir les causes pour pouvoir aider au changement.

Entreprises :

Au cours de la campagne électorale, il y a eu certaines améliorations dans le contact avec les entreprises, sous l'aspect de la diffusion du matériel électoral et meetings.

Cette agitation a permis de découvrir des entreprises nouvelles de 100 à 200 ouvriers - Anvaing - ~~Tramont~~ - de prendre certains nouveaux contacts (Anvaing - ~~Tramont~~) - et d'avancer chez les cheminots de Tournai.

A la cellule CARTON, une lettre aux candidats, signée par 70 ouvriers, à laquelle notre camarade Bonenfant est le seul à avoir répondu, n'a pas été suffisamment discutée parmi les ouvriers. Nos camarades de la cellule ont sousestimé l'importance de la discussion sur l'attitude des candidats à l'égard de la lettre.

Mais la faiblesse du travail du Parti à l'entreprise reste entière.

Où faut-il en voir les raisons?

Elle semble résulter

- 1) de la dispersion des entreprises; du manque de grosse et même de moyenne entreprise;
- 2) de l'absence de section locale là où se trouvent les entreprises les plus importantes: ex: Enghien, Leuze, Houstier;
- 3) de la résistance des camarades travaillant à l'entreprise à s'organiser à l'entreprise. (Dottignies, Leuze, Tramonts de Tournai, Centrale électrique de ~~Neuve~~);
- 4) la fermeture ou quasi fermeture de carrières ou chantiers, où existaient les embryons de cellules: Delwart, Berges, Bernard Delwart;
- 5) d'un manque de persévérance de la part des secrétaires fédéraux, devant la première difficulté;
- 6) au fait, que la multiplicité des tâches déborde les permanents, et qu'ils négligent le travail essentiel aux entreprises.

D'où la nécessité d'autres tâches, de revoir les entreprises où des possibilités existent et de s'y atteler même à l'exclusion d'autres tâches; de se préoccuper davantage du travail syndical.

3° Du rôle des organisations de masse :

1) La Mutuelle a constamment mis l'accent sur la regression sécurité sociale, notamment sur les arrêtés Vanden Daele - sur l'assurance maladie invalidité - point central de son congrès de novembre. Dans les sections actives comme Taintignies, des réunions vivantes se sont tenues, avec partie récréative - réunions qui sont suivies par 50 à 80 personnes, et se tiennent régulièrement. (70 membres à la Mutuelle, 10 au Parti).

Le Comité Régional avait décidé pour la campagne électorale, d'adresser une lettre aux candidats et de faire une circulaire avec les réponses à adresser aux Mutualistes.

Cette lettre a été faite trop tard (15 jours avant les élections) - les réponses arrivées tard, la circulaire n'a pu être faite qu'à 3 jours des élections.

2) Le S.U. relativement actif dans la région de Lessines où actuellement Caroes mène une bataille pour les salaires.

Quasi inactif à Tournai où les effectifs ont fondu par suite des difficultés ou retards de paiement pour les chômeurs du S.U. et où, sans un travail soutenu des sections du Parti de la région, il n'est pas possible à Caroes d'en sortir.

Des essais faits jusqu'à présent à Calonne et à Chercq, n'ont pas amené les carriers. Ceci rejoint le problème du travail à l'entreprise.

3) La R.F.P. - commémoration de la journée internationale des femmes le 21 Mars - + 90 femmes - uniquement des femmes du Parti, commémoration en fait organisée par le Parti.

- aucune autre activité en liaison avec la campagne électorale.

4° Les cadres pendant la campagne :

Verschilde - apparaît de plus en plus comme un agitateur populaire, plutôt que comme un organisateur.

Certaine tendance casse-cou - a provoqué les socialistes, puis est tombé dans leur provocation à Dottignies, qui a fini en horions - a ainsi faussé les contacts avec les travailleurs socialistes.

Bonnet - plus organisateur, mais lent; n'approfondit pas assez; a centré sa campagne électorale sur Lessines - bien qu'ayant fait de l'agitation et de la diffusion de matériel dans presque toute la région - a préparé un bon meeting à Lessines (75 à 300 personnes);

- a mis sur pied trois cellules à Lessines qui pendant la campagne a fonctionné sur ses actifs; total de 15 à 17 camarades.

Il est parvenu à mettre au travail, avant la campagne, un jeune camarade - Jacques LEMBOURG - qui a déjà recruté 17 membres dont une dizaine de jeunes.

- A recréé une petite section à Bois de Lessines et une à Ollignies.

- A commencé un travail d'organisation à la Carrière Gosyns; à ce jour, deux camarades veulent bien s'occuper du Parti à cette entreprise.

Il serait très dangereux d'abandonner cette région au moment où la section s'organise sur de bonnes bases et pourra épauler le S.U.

Je crois qu'il serait opportun de réunir la région de Lessines à celle de Soignies - Ecaussinnes, où travaillent plus de 3.000 carriers *tout au moins pour le SV de la fièvre*.

Autres cadres qui ont bien travaillé pendant la campagne électorale:

- A. DELRUE - R. DELRUE - CH. DUBOIS.

MARLOT - coopté au B.F. - camarade qui s'affirme de plus en plus comme un militant sérieux, calme, courageux, très sain et avisé de se former davantage.

A commencé à faire des meetings à Blaton.

FION, et, en général, tous les cadres des sections.

Wiley

Le travail à la Fédération de la Flandre
Orientale au cours de la campagne élec-
torale (avril 1954) .

Arrondissement Gand - Eeclo .

Un signe frappant de cette campagne électorale - est que la campagne gantoise n'a pas été menée par un groupe de commando . (à l'exception des sorties en auto-radio vers les communes rurales) .

L'essentiel du travail de la campagne électorale a été exécuté par les cellules. normalement
À Gand, d'ailleurs, les cellules sont restées/au tra-
vail de façon très satisfaisante, tout en mettant, naturelle-
ment, l'accent sur la campagne électorale .

Dans les trois cellules du 8e, 6e, et 5e. quartier par exemple, des petites manifestations de propagande ont été or-
ganisées à l'aide de matériel local et la participation de mem-
bres des cellules .

Je peux difficilement donner le chiffre des camarades qui se sont montrés actifs, mais ce chiffre doit être passable -
ment élevé .

Ceci ressort d'ailleurs du fait que bon nombre d'ora-
teurs locaux se sont fait distinguer aux meetings .

Le Grand-Gand a donné 35 meetings préparés, - les excu-
sions en auto-radio ne sont pas compris dans ce chiffre .

Comme orateurs gantois nous avons eu :

Mets Omer - Haemans Oscar - Minnaert Fernand - De Waele Oscar
Vanden Bempt - E. Delvo - Noens - Vlaminck , Blansaer

les noms soulignés sont ceux , soit de nouveaux camara-
des, ou de camarades prenant pour la première fois la parole à
un meeting .

Les meetings à Eeclo - où nous avons eu des difficultés
avec les autorités communales - ont été donnés avec auto-radio
et ont pris le caractère de meetings volants d'une dizaine de
minutes .

En dehors de la campagne électorale classique , une ac-
tivité a été déployée parmi les chômeurs (pour toute la fédéra-
tion) .

Aux entreprises du Textile, l'action contre la producti-
vité s'est poursuivie de façon normale et fut liée aux élections .

Diffusion du matériel de propagande .

Le jour avant les élections tout le matériel de propagan-
de a été diffusé . Seulement des numéros il restait un excédent -

le nombre d'exemplaires envoyés, semble d'ailleurs avoir été trop grand .

Il y a encore lieu de faire remarquer que les représentations cinématographiques des A.B.S. dans les quartiers, ont suivi leur cours normal au cours de cette campagne électorale .

Là où jadis les fêtes du Parti étaient organisées à l'échelon du Grand-Gand , elles le furent cette fois-ci à l'échelon des cellules .

à Lokeren.

également, l'orientation du travail pendant la campagne électorale fut dirigée vers les quartiers.

Bien que l'on ne puisse parler ici de fonctionnement de cellules, l'on est toutefois parvenu à former des groupes de travail pour la diffusion du matériel de propagande et le collage des affiches .

à St. Nicolas.

on a encore dû se baser sur l'aide de camarades d'un groupe de camarades qui devaient opérer dans toute la ville, ou la plus grande partie de la ville.

A Lokeren on pouvait compter sur l'aide de 25 personnes - à St Nicolas, ce nombre n'était que de 9 .

Wetteren.

la propagande a surtout été orientée vers le bureau de pointage .

Seulement 4 militants au travail.

Toutefois, le matériel a été diffusé .

Termonde .

la section du Parti pratiquement effondrée.

A été travaillé par Basrode .

Des meetings ont été donnés par auto-radio .

Il est impossible de donner le nombre de meetings donnés dans cet arrondissement . Pratiquement le tout fut fait par auto-radio et un grand nombre de meetings , très brefs, ont ainsi pu se donner .

A l'exception de Basrode, peu de matériel local a, en général, été diffusé dans cet arrondissement .

Arrondissement Audenaerde .

Le Parti n'existe pas à Audenaerde . Les camarades de Renaix ont travaillé la commune . La propagande était concentrée sur Renaix .

Des meetings ont été donnés au Bureau de pointage - ils n'ont d'ailleurs guère été interrompus, depuis deux ans .

Meetings dans les quartiers, à l'aide d'auto-radio.

Les cellules ne fonctionnent pas .

Tout le travail à Renaix a été mené par une équipe de 10 à 15 camarades .

La campagne électorale a été axée, en ordre principal , sur le Commerce EST-OUEST, en y donnant ~~importance locale aux~~ ~~cette question prise~~ l'aspect local pris par cette question .

Tout le matériel a été diffusé et collé .

Arrondissement d'Alost .

Selon les statistiques fédérales, une cinquantaine de meetings préparés ont été tenus dans cet arrondissement . Je crois cependant, que c'est en dessous de la réalité .

Ne sont pas compris dans ce nombre les brefs discours prononcés au cours des voyages faits par l'auto-radio .

A Alost même, le matériel a été diffusé par l'entremise des cellules .

Une équipe de camarades a été formée pour diffuser du matériel de propagande aux stations des communes rurales (chantiers de travail) - et de coller les affiches sur les panneaux .

Les entreprises locales ont également été travaillées par du matériel et national et local - paru en quantité assez grande .

Des camarades ont rapporté que dans les trains les camarades discutaient beaucoup .

Cinq camarades inactifs de Nieuwerkerken, ont a nouveau été remis au travail. Encore avant que le résultat des élections fut connu, 3 nouveaux membres du Parti se sont fait inscrire à Nieuwerkerken .

A Grammont,

25 à 30 camarades étaient régulièrement au travail .

Une dizaine de meetings préparés dans les quartiers , plus parcourus en auto-radio .

Le dernier meeting avec Bert Van Hoorick, était un grand succès .

Le matériel a été diffusé .

Pris dans son ensemble, la Fédération de la Flandre Orientale a fait un gros effort pour la propagande .

L'orientation du travail vers et au travers des cellules a surtout été remarquée à Gand, Alost et aussi à Lokeren .

A Gand, où je suis le mieux renseigné, le nombre de camarades actifs était bien au delà du nombre que l'on réunit pour une équipe de choc . En outre, la qualité était bien meilleure . Disons encore qu'à Gand un commando de la J.P.B. a été constitué - qui se rendait surtout dans les communes rurales avec l'auto-radio .

Il faut cependant signaler que, proportionnellement au nombre de membres, le nombre de camarades mis au travail est encore resté bas .

Travail à la fédération de Courtrai
au cours de la campagne élec-
torale (avril 1954) .

La campagne électorale a provoqué une interruption dans la tenue normale des réunions de comités . Ceci ne signifie toutefois pas que des discussions n'ont pas eu lieu sur les problèmes en cours, par les camarades responsables .

Le nombre restreint de militants réellement actifs, - et ce n'étaient en général que les responsables - était un sérieux handicap pour la tenue régulière de réunions .

Chacun de ces camarades était pris directement par le travail de propagande.

Pour ce qui concerne la propagande, il y a lieu de signaler que le nombre de meetings donnés est relativement restreint. Sur l'ensemble de la fédération, une quinzaine de meetings ont été donnés . (La fédération ne disposait pas d'une auto-radio).

Les meetings ont été tenus par 3 camarades : De Ruytere comme seul orateur local pour les sections d'expression flamande, - et les camarades Van de Castele et Loosvelt - pour les communes d'expression française . Les meetings ont eu lieu dans les quartiers et à quelques locaux de pointage ?

Meetings donnés :

- 2 à Roulers
- 1 à Ypres
- 2 à Wervicq au local de pointage
- 2 à Harelbeke
- 1 à Menin (local de pointage)
- 3 à Mouscron
- 1 à Herseaux
- 1 à Luigne .

"Meetings" signifie ici, des allocutions préparées .

En général, ces meetings ont attiré directement, peu d'auditeurs, c'est à dire des auditeurs se ^{grouvant} ~~plaçant~~ autour de l'orateur.

Diffusion du matériel :

Tout le matériel a été diffusé, et les affiches ont été collées, à l'exception des numéros - dont le nombre envoyé était trop grand .

Une certaine quantité du " poisson d'avril " - reste inutilisée .

Les camarades se sont opposés à coller nos affiches sur celles des adversaires, car ils croyaient se faire mal voir dans la contrée, en le faisant .

Comment ce matériel a-t-il été diffusé ?

Les sections ci-après ont le mieux travaillé dans ce domaine : Mouscron - Wervicq - Courtrai - Ypres - Roulers - Menin .

Ces sections ont, en outre de la diffusion du matériel et collage des affiches dans leur propre commune, également supervisé la diffusion et le collage dans quelques communes rurales.

Le matériel a, en ordre principal, été diffusé dans les quartiers.

Du matériel a été diffusé aux entreprises à Mouscron, Herseaux et Courtrai. Il s'agissait ici du matériel national et de deux manifestes rédigés fédéralement, se rapportant à notre proposition de désistement ~~à l'égard des~~ ~~en faveur du P.S.B.~~

Une équipe de trois camarade a été mise sur pied : De Ruytere, Van Camp et Vanden Bergh - de Courtrai - qui s'occupait du partage rapide du matériel (par auto) - et se rendait aussi dans quelques communes où la section du Parti ne se laissait point voir.

Deux jours avant les élections, un manifeste fédéral ~~soixant~~ adressé aux chômeurs, a été diffusé dans l'arrondissement Roulers-Tielt.

J'ai, au début de mon rapport, déclaré qu'un nombre restreint de militants a été mis au travail; je désire préciser que ce nombre ne dépassait guère le nombre normal des camarades actifs. Certains militants fédéraux sont même restés en dessous de leur niveau normal d'activité, e.a. - Antheunis - Windels - et Maurice Verhaeghe.

Parcontre, d'autres militants ont pris à leur compte une très grosse part du travail, e.a. -

Frans Vanden Berghe (Courtrai) - s'est trouvé nuit et jour aux côtés du S.P. fédéral
Pol Baelen (Wervik) - a été l'âme du travail à Wervick et environs.

Weussen	Henri,	Ypres
Muyile	Salomon,	Roulers
Vande Castele,		
Verdonck	,	Mouscron
Vanden Borre	,	Herseaux
Loosvelt	,	Laigne
Staubaut	,	Harelbeke
Pype	,	Leuwe.

Des journaux locaux ont été édités à Mouscron, Ypres - Wervicq, Menin et Bissegem, - tirage: 9.000 exemplaires
Deux manifestes fédéraux (chacun tiré à 35.000 ex.
Manifeste aux chômeurs, tiré à 2.000 exemplaires.

- - - - -

Le travail à la Fédération d'Ostende
au cours de la campagne électorale d'
Avril 1954 .

Ici le nombre de militants actifs au cours de la campagne électorale, a été fort restreint .

A Ostende ce travail s'est fait presque exclusivement par les cam. G. Gintertaelle, Thuyn, Devo et trois camarades femmes .

7 des anciens militants d'Ostende, sont pris par leur commerce de poisson et se sont montrés, de temps à autre, pour une ou deux heures .

Le cam. André De Smet, qui était 1er candidat, a fort peu aidé à cette campagne. Je tiens compte du fait qu'il ne se trouvait pas à Ostende du mardi au Vendredi midi . Mais les jours où il se trouvait bien à Ostende, il n'a pas été bien actif . Les meetings qu'il devait donner, n'ont pas eu lieu, et ont été remplacés par des tournées en auto-radio. Ceci s'est décidé par sa propre initiative . Le cam. De Smet a réellement ignoré Gintertaelle .

Il y a lieu de signaler que le cam. Gintertaelle a été très actif au cours de cette campagne électorale . A défaut d'aide, il a dû distribuer lui-même le matériel de propagande ~~aux~~ aux communes de la côte .

Se trouvait au local de pointage à Ostende, et aux entreprises, comme Union Chimique et Béliard .

Les tracts sont, pour la plupart répartis entre le local de pointage et les entreprises, pour ce qui concerne Ostende .

Venaient s'ajouter à cela les communes situées le long de la côte .

Thourout, a été "travaillé" par une équipe de camaras dont 4 de Bruges, et 3 d'Ostende .

Blankenberghe, par Gintertaelle et Verburgh . (ils ont même dû faire le collage d'affiches et la distribution de manifestes) .

Zeebrugge, (souffleries de verre) ont été contactées, tôt le matin, par Gintertaelle, - tandis que Verburgh faisait la diffusion du matériel à la Brugeoise .

Des placards de propagande, confectionnés localement, ont été placés aux locaux de pointage d'Ostende et de Bruges .

De même qu'à la Brugeoise on a placé un placard de propagande dénonçant l'accélération de la production à l'entreprise, et la position des autres partis à l'égard de ce problème .

En plus des tournées en auto-radio à Ostende (deux fois 3 heures) - 3 meetings ont été donnés à Ostende .
Des meetings de quartier n'ont pas eu lieu à Bruges .

Malgré les promesses et les projets faits à cet égard, les camarades de l'endroit avaient renoncé à donner des meetings. Ils estimaient qu'ils se seraient rendus ridicules s'ils avaient dû parler pour 5 personnes (tant ils étaient persuadés que la population n'irait pas les écouter) - et la meilleure solution était alors de se borner à la propagande écrite .

Le matériel a été diffusé partout, quant aux affiches "poisson d' Avril" , - la moitié n'a pas servi .

N.B. - des meetings ont également été donnés à Lombartzijde , et Nieuport.

Le meeting à Furne n'a pas eu lieu, personne n'étant venu sur le lieu .

C. de W. J. J.

FEDERATION DU BORINAGE.

Résultats électoraux.

Le Parti perd des voix dans les cantons de Boussu - Dour - Lens.

Il en gagne dans les cantons de Mons - Pâturages.

Le recul du Parti est pour tout l'arrondissement de l'ordre de 0,65 % de l'ensemble des votes valables et d'environ 5 % des voix que nous avons obtenues en 1950.

Comment à fonctionné le Parti ?

1. à l'échelon fédéral.
2. à l'échelon local et de l'entreprise.
3. l'utilisation des organisations de masse s'est-elle faite ?

Tenant compte du fait que je ne suis passé au Borinage que depuis le début de la campagne électorale, je ne peux donner une appréciation du fonctionnement du Parti pendant cette période qu'en me basant sur des données assez limitées.

A l'échelon fédéral, le Parti a fonctionné régulièrement. Le secrétariat, le Bureau fédéral et le comité se sont réunis normalement. Le secrétariat plus souvent que de coutume (habituellement une fois par semaine).

La campagne d'agit. et propagande fut coordonnée et dirigée dans de bonnes conditions par la direction fédérale.

Matériel édité par la fédération.

4 tirés à part de la Voix Boraine dont ~~18x~~ un à 17.000 ex. et 3 à 30 et 40.000 exemplaires.

Circulaires - 30.000 manifestes ronéotypés - affiches à la main à l'initiative des sections - chaulage - deux caravanes d'autos sillonnaient la fédération.

Les meetings.

Un plan de meetings fut proposé par la fédération aux sections. Celles-ci fixaient elles-mêmes la date et le lieu aidée par la fédération, elles sortaient ~~elles~~ le matériel les préparant.

119 meetings furent tenus dans la fédération.

Fonctionnement des sections.

On ne peut dire que les sections ont fonctionné. C'est-à-dire réunion régulière des comités de section, assemblées de

membres, réunion de cellules, perception des cotisations.

Sous cet angle ce fut négatif. Toutefois d'après les éléments recueillis sur la façon dont avait fonctionné, au cours des élections de 1950, le Parti dans le Borinage, on peut dire que 1954 marque un net progrès.

Celui-ci apparaît notamment dans l'organisation des meetings par les communistes de la localité où des meetings étaient prévus;

- dans la participation d'un important nombre de sections dans la récolte des fonds électoraux (93.000 Frs de récoltés) et surtout dans la rentrée de l'argent des sections à la fédération par les sections elles-mêmes qui régulièrement envoyaient leur délégué au siège fédéral avec l'argent. En 1950, la fédération devait opérer elle-même l'enlèvement de l'argent récolté par les sections, celle-ci ne venant pas à la fédération.

Il faut souligner que la campagne d'émulation popularisée par le D.R. a beaucoup aidé à créer cette situation positive.

- dans la diffusion du matériel et dans le collage des affiches ; ce travail étant effectué en ordre général par les sections.

Côté négatif dans le travail, dont la responsabilité incombe aussi bien à la direction fédérale, qu'aux militants locaux, nos camarades n'ont pas insisté suffisamment et donné un effort continu, régulier pour réunir les comités de section et faire fonctionner les cellules avec les nouveaux camarades disposés à travailler pendant la campagne électorale.

En fait les militants locaux se sont encore trop reposés sur leurs propres forces, formule de facilité trop utilisée par la direction fédérale.

Enfin il faut souligner que des contacts furent repris par la fédération dans plusieurs localités et que des sections furent remises en activité notamment à Cuesmes, Warquignies, Quevrain.

Deux meetings seulement furent organisés par des cellules d'entreprises.

Utilisation des organisations de masse.

Celles-ci sont pour ainsi dire dans le Borinage, à l'exception du S.U. et de la Confédération des pensionnés, inexistantes en ce qui concerne les jeunes, les femmes, A.B.S., les Pionniers. Il y a certes quelques noyaux de militants et de militants appartenant à ces diverses organisations qui tentent de développer des activités, mais sans grand résultat. Il faut dire que la fédération n'oriente pas assez les sections en vue de promouvoir en bas des actions pouvant se développer à l'initiative de jeunes ou de femmes, notamment.

Pendant la campagne électorale, aucune tentative dans ce sens ne fut faite.

L'utilisation du S.U. et des Pensionnés fut également fortement négligée.

Alors que quelques mois à peine étaient passés depuis la grande lutte des mineurs contre la fermeture des puits, il est certain qu'une large campagne de réunions et de conférences organisées par le S.U. sur les problèmes relatifs aux menaces de fermetures - sécurité dans les mines, aurait pu aider les mineurs à comprendre la portée néfaste pour eux ~~à~~ au plan Schuman, dénoncé de son côté par le Parti et les amener ainsi sur nos positions.

Il y a là à mon avis une nette sous-estimation de la fédération, des possibilités d'alerter les organisations de masses bien déterminées, de larges couches de la population.

=====

6 de Wally Jere
Le 3.3.1954.

RAPPORT SUR LA FEDERATION DE TOURNAI.

L. Motquin.

Ce rapport examinera les points suivants :

- 1°./ La lutte contre la C.E.D. dans la Fédération ;
- 2°/ Les actions revendicatives ;
- 3°/ Le développement des organisations de masse ;
- 4°/ L'Etat du Parti.
- 5°/ La préparation de la campagne électorale ;
 - propagande,
 - rapprochement avec les travailleurs socialistes.
- 6°/ Education : cadres qui montent.

I. LUTTE CONTRE LA C.E.D. DANS LA FEDERATION.

C'est sur cette question que les sections se sont le plus et le mieux mobilisées.
La propagande et l'action ont été menées avec une certaine ampleur.

De plus, l'élément nouveau, c'est qu'à part les referendums élections de Hollain et de Basècles, tous les autres referendums ont été préparés et organisés avec les seules forces des sections ou cellules avec ou sans l'aide de l'U.B.D.P.

Ces referendums ont eu lieu dans les entreprises,
à Tournai : usine Carton,
remises aux locomotives,
dépôt du tram ;

à Ath : chez les cheminots de la gare,
chez les paveurs ;

dans les quartiers de Dottignies (3)
Blaton
Bernissart
Gaurain
Ath
Lessines (2)
Tournai (500 signatures)
Deux Acren (majorité de la commune) ;

dans les localités de Runes
Calonnes
Warchin
Hollain
Basècles.

Quelques remarques au sujet de ces référendums,

- Les meilleurs résultats ont été obtenus aux entreprises et surtout aux cheminots de Tournai (où il y a un comité de paix qui tient depuis un an).
- A Warchin, le nombre d'opposants à la C.E.D. correspond au nombre de voix communistes aux élections de 1952 (référendum effectué uniquement par les communistes de Warchin).
- A Rumes, une tentative d'accrocher les socialistes au referendum sur la base du dépouillement à la Maison du Peuple, a échoué en dernière minute par le sabotage d'un socialiste de droite (affiches placardées la nuit précédant le referendum, appelant les gens à ne pas voter et indiquant qu'il s'agissait d'une manoeuvre communiste). Cette manoeuvre a augmenté sensiblement le nombre d'abstention.
- A Deux Acren, le dépouillement a eu lieu à la maison communale devant le bourgmestre (libéral).
- Pour Hollain et Basècles, la mobilisation des camarades d'autres sections a été aisée (25 à Hollain et 73 à Basècles). Ces deux mobilisations ont suscité un grand enthousiasme parmi les camarades et ont certainement renforcé le coude à coude fraternel et l'esprit de Parti.
- A Gaurain, la préparation et la tenue du referendum ont montré aux camarades la nécessité et les possibilités qu'il y avait de militer dans les organisations d'anciens combattants, de pris. de guerre.

Aspects négatifs.

1) A l'issue des referendums, deux délégations seulement ont été organisées, Bleton et Hollain. (Dans aucune des deux cas les délégations n'ont trouvé députés, ni sénateurs). La première était composée exclusivement de communistes.

Malgré de nombreuses discussions, des promesses, nos camarades n'ont pas organisé d'autres délégations parce qu'ils ont eu peur de ne pas savoir répondre à certaines questions qui auraient pu leur être posées.

(Nous avons déjà constaté les mêmes réactions au sujet des délégations de chômeurs à la F.G.T.B.)

Il y a là une étape nouvelle à parcourir dans la formation politique et le développement de la hardiesse chez nos camarades.

2) La préparation de ces referendums n'a pas été suffisante. Nos camarades n'ont pas eu suffisamment le souci de sortir du Parti. (Le secrétariat fédéral et moi-même n'avons pas été assez tenaces, ni assez concrets).

C'est ainsi qu'à Hollain, en dehors des rescapés des fusillades, nous avons négligé le contact avec les conseillers communaux socialistes qui ont été élus avec un communiste sur une liste commune. Il en est résulté une propagande verbale faite par les socialistes pour s'abstenir au referendum.

3) Ces referendums n'ont jusqu'à présent guère été suivi d'un renforcement de l'U.B.D.P., alors que de larges possibilités existent.

Nous n'avons pas suffisamment examiné cette question, j'en porte une grosse part de responsabilité.

Actuellement, dans certaines des communes où a eu lieu un referendum, on va tenter d'organiser des conférences sous l'égide de l'U.B.D.P. et rechercher le camarade qui pourrait s'occuper exclusivement de l'U.B.D.P. dans la commune.

De plus, à Ath où le bourgmestre est le député socialiste Van Craefschape, qui a voté contre la C.E.D., nous allons essayer de voir dans quelle mesure il serait possible d'organiser un débat sur la C.E.D. avec la participation de socialistes.

II. LES ACTIONS REVENDICATIVES.

Dans ce domaine, il n'y a pas eu grand chose de fait.

Chômeurs.

Des meetings et actions prévues depuis des mois n'ont pas eu lieu. Actuellement, il y a un début de changement.

Un meeting chômeur à Blaton a été suivi par un pétitionnement de 120 chômeurs présents contre arrêtés Van den Maele et pour une allocation mensuelle complémentaire de 200 Frs. D'autres actions semblables sont prévues dans les endroits où il y a un nombre important de chômeurs.

L'action commencée à Leers-Nord pour un abri aux chômeurs a été couronnée de succès, après plusieurs mois et plusieurs délégations chez le bourgmestre.

Malheureusement la première délégation composée de communistes et de non-communistes et qui pouvait être la base d'un comité de chômeurs s'est disloquée parce que les communistes ont continué seuls les contacts avec le bourgmestre.

Chez les carriers.

Dans le bassin de Lessines, les travailleurs réclament différents ajustements de salaires et le relèvement du minimum pour les manoeuvres à 20 Frs par heure (revendications établies par les ouvriers).

Le S.U. a tenu des assemblées dans toutes les carrières et les tractations sont en cours.

- A la carrière Cosyns, les ouvriers sont alertés par la menace de fermeture (qui doit avoir lieu en septembre - les employés ont déjà reçu leur préavis).

Le S.U. va tenter une action plus large que lors de la fermeture des carrières Notté en essayant d'entraîner les

ouvriers des autres carrières dans la lutte.
Une cellule du Parti est en formation à cette carrière.

- Pour ce qui est des revendications de salaires dans le bassin du porphyre, l'action serait plus aisée à déclencher si les travailleurs de Quenast bougeaient (c'est la même société). Or, malgré des appels de Caroes à Belot, aucune agitation ne se fait à Quenast.

Au sujet du S.U., je voudrais savoir dans quelle mesure le comité national du S.U. de la pierre se préoccupe des problèmes revendicatifs particuliers et des revendications d'ensemble. A Tournai, il apparaît que les revendications des carriers sont uniquement discutées entre Caroes, le secrétariat fédéral et moi-même.

L'A.O.U. ne parle d'ailleurs jamais des problèmes carriers dans leur ensemble - ou dans des secteurs analogues.

Dans la région de Lessines, le S.U. se renforce lentement.

- Dans le secteur de Tournai, depuis le début de 1953 avec la fermeture de la carrière Dumont-Duquesnes, avec l'accentuation du chômage, il y a eu une absence quasi totale d'action malgré l'accélération des cadences de travail, malgré l'accentuation des brutalités à l'égard des ouvriers.

Il y a une quinzaine de jours, dans la petite carrière Delevart à Barges, où le S.U. est dominant, une grève de 4 heures contre la suppression d'un réfectoire a été victorieuse.

Ailleurs rien.

Caroes a cependant fait des assemblées dans les carrières, réuni ses délégués pour amener les ouvriers à s'opposer aux cadences infernales, et pour déterminer la revendication la plus sensible.

Il apparaît que ce qui mécontente le plus les ouvriers c'est la pratique de la disqualification utilisée constamment par les patrons du bassin de Tournai.

Mais jusqu'à présent, aucun mouvement ne se dessine.

La carence du Parti est totale pour ce bassin. De multiples décisions prises et reprises pour pénétrer dans certaines carrières, pour aider au renforcement du S.U. n'ont guère été appliquées et on a capitulé aux premières difficultés. Actuellement je suis revenue à charge, la question sera revue au prochain B.F. sous l'angle (dépassant les carriers) de l'importance de la pénétration aux entreprises au cours de la campagne électorale.

- A Deux Acren, dans une laboristerie où le S.U. dominant, les ouvriers après délégation et grève d'une heure ont obtenu 1,-Fr. d'augmentation à l'heure. Cette revendication va être généralisée dans les laboristeries.

Textile :

Dans la région de Quevauchamps, les camarades de la Section locale sont très intéressés à l'obtention de commandes soviétiques ou des démocraties populaires pour les petits patrons. (point qui a été fortement discuté lors de la récente assemblée de la section à laquelle assistait Bonenfant, mais rien de précis n'a été proposé comme action.)

A Ellezelles, à l'usine Vinnoy, en concordance avec une assemblée des ouvriers, une pétition va être faite parmi les chômeurs pour réclamer à côté des 200 Frs de primes compensatoires, le développement du commerce avec l'Est.

En métallurgie :

à l'usine Carton, bien que le problème des salaires agite les ouvriers, mais il n'es pas encore sorti de revendications claires.

Une autre question est fortement discutée : la boîte à suggestion pour augmenter la productivité avec prime de 50 Frs par suggestion retenue.

Une réunion de la Cellule est convoquée cette semaine parce que le délégué principal (communiste) a marqué son accord avec la boîte à suggestion.

Sur le plan local - pétition à Calenelle pour le chauffage de la salle d'attente avant premier train.

Chez les paysans.

Un gros mécontentement chez les betteraviers. Action importante du M.D.P. et constitution d'un comité de défense des planteurs de betteraves. Renforcement sérieux du M.D.P. dans la région.

Chez les planteurs de tabac, le Comité de défense des planteurs revendique,

- 1°) une augmentation du prix de tabac ;
 - 2°) l'incorporation de 30 % de tabac belge dans le tabac utilisé en Belgique.
- Sur ce point, il serait très utile qu'une proposition de loi soit rapidement déposée.

Après la conférence paysanne du Parti de décembre dernier la fédération a édité un tract sur les questions de betteraves et tabac avec compte-rendu de l'intervention de Bonenfant à la Chambre.

Ce tract a eu des échos extrêmement intéressants. Des paysans non-communistes d'Herinnes, Wiers, Hollain ont exprimé leur approbation à ce tract. Bonenfant a reçu une lettre significative d'un paysan de Wiers.

D'autres part, plusieurs sections du Parti sont très intéressées à pénétrer parmi les paysans. C'est la première fois qu'un tract paysan a été commandé et payé d'avance par les 2/3 des sections.

De plus, les sections d'Ellezelles, La Hamaide et Flobecq ont décidé d'éditer elles-mêmes 2 tracts pour les paysans pendant la campagne électorale.

Bonenfant va faire des comptes-rendus de mandat chez les cultivateurs.

III. LE DEVELOPPEMENT DES ORGANISATIONS DE MASSE.

Il y a une certaine amélioration mais très inégale.

- Renforcement du M.D.P. au travers de l'action en faveur des planteurs de betteraves.
- Développement des "Vieux pensionnés" qui groupent actuellement
- Redressement depuis 3 mois des A.B.S. qui organisent de multiples séances de cinéma - des comptes-rendus de la conférence de Berlin.
- Renforcement continu de la Mutuelle Unité,
qui a, au cours de l'an dernier augmenté ses effectifs de 151 membres, et ce malgré l'élimination d'une centaine de membres qui ont perdu leurs droits à l'assurance maladie invalidité (il s'agit surtout de femmes).

La préparation du Congrès de novembre a donné lieu à quelques assemblées débordant largement les cadres du Parti et même les cadres de la mutuelle, où furent expliquées la portée des arrêtés Van den Daele. Une de ces assemblées agrémentée d'une fête enfantine a été le point de départ de l'organisation des Pionniers (Taintegnies).

Un pétitionnement contre ces arrêtés a réuni signatures. Nos camarades ont constaté qu'il ne faut pas abuser du pétitionnement mais les formes d'action ne sont pas facile à trouver dans le cadre de la mutuelle.

Pour la campagne électorale, la mutuelle va envoyer une lettre aux candidats demandant leur position sur les arrêtés Van den Daele en lisant cette question à la politique de préparation à la guerre et fera part des réponses dans des assemblées de sections de la Mutuelle.

A l'occasion de la Journée Internationale des Femmes, la Mutuelle va tenter de donner vie à l'organisation "Mère et Enfant" - (circulaire, mobilisation dans les 3 sections Bléharies - Bernissart - Leers Nord, qui comptent le plus de membres pour participer à la manifestation et à la fête du 21 mars à Tournai).

R.F.P.

R.F.P.

=====

En développement mais assez lent.

- Dottignies progresse ;
- Nouvelles sections à Blaton et à Maffles ;
- Tournai vivote - Rume bat de l'aile, la responsable est devenue sectionnaire de la Mutuelle.

Actuellement, le R.F.P. prépare les 21 mars, avec l'appui du Parti et de la Mutuelle. On prévoit la mobilisation d'une centaine de femmes.

- Un phénomène assez curieux apparaît dans la fédération au sujet des femmes. Depuis que le B.F. a compris la nécessité de développer le R.F.P., une tendance se développe de rejeter les femmes communistes hors de la vie du Parti.

LES JEUNES.

=====

J.P.B. - Très, très peu de progrès.

Une nouvelle section est formée à Hollain où le responsable apparaît bon.

Rumes se remet d'aplomb.

Herinnes bat toujours de l'aile.

Il semble d'après les jeunes camarades que la liaison avec Suza n'était pas fort heureuse, celui-ci étant trop exigeant et ayant voulu trop brusquement faire le tournant politique.

A Rumes, il faut être très attentif à ce que les J.P. ne soient pas absorbés par le Parti.

On va essayer de constituer une section J.P. à Calonne et à Warchin.

- L'organisation J.P. constitue toujours une des plus grandes faiblesses de la fédération.

Pionniers - Centres d'enfants.

Au travers de l'organisation par le R.F.P. de quelques fêtes de St. Nicolas ou de Noël, de l'assemblée mutuelle de Taintegnies, des sections de Pionniers ou des Centres d'enfants existent

à	Taintegnies,	Tournai,
	Maffles,	Hollain.

A Dottignies où l'organisation des femmes est la plus importante et la plus vivante, où une fête de St. Nicolas a attiré de nombreux enfants ; je ne comprends pas qu'un Centre d'enfants ne soit pas mis sur pied.

Il semble y avoir une grosse résistance de la part de la section du R.F.P.

U.B.D.P.

Nous avons vu à l'occasion des referendums les possibilités qui existent de développer l'U.B.D.P.

Il n'y a pas de Comité régional - Le responsable Defooz ayant été obligé d'aller travailler à Mons, conserve seulement le travail administratif.

En accord avec l'U.B.D.P., on s'oriente vers la création de sections locales avant de se préoccuper d'une régionale.

Le gros problème réside dans le passage de cadres locaux auquel je dois être particulièrement attentive.

SYNDICATS.

- 1) Le S.U. - en léger progrès à Lessines et à Maffles, fait ~~un~~ du sur place dans le Tournaisis.

Il est urgent de mettre sur pied les réunions "d'industries" et surtout de veiller à ce que les sections du Parti où existent des carrières s'accrochent à la formation de cellules du Parti et s'intéressent au referendum du S.U.

- 2) Pour ce qui est du travail des communistes dans les Syndicats F.G.T.B., il ne se développe guère sauf chez Carton où les camarades espèrent augmenter le nombre de délégués communistes, au sein de l'entreprise lors des toutes prochaines élections de délégués.

L'évolution des effectifs de la F.G.T.B. chez Carton est significative, 165 syndiqués F.G.T.B. sur 300 ouvriers en décembre 1952, après le compromis du 26 mars - perte de 25 syndiqués, puis remonte grâce au travail des délégués communistes au 31 déc. 1953 : 195 syndiqués F.G.T.B.

Chez les cheminots de Tournai, les communistes et sympathisants ne sont plus à la C.G.S.P., mais au syndicat autonome. Pas d'activité syndicale.

A Ath, désaffiliation à la C.G.S.P., des cheminots voudraient un nouveau syndicat.

Dans le domaine syndical également, la fédération n'est pas à la hauteur de sa tâche. Ceci est d'ailleurs directement lié à la profonde sous-estimation de l'organisation du Parti à l'entreprise, sous-estimation que je ne suis pas encore parvenue à vaincre.

Organisations patriotiques.

Toujours peu de chose.

- Les P.P. d'Ath viennent au cours de la dernière assemblée de manifester leur désir de faire partie du Comité de liaison avec la régionale de Bruxelles.
- A Gaurain, nous avons découvert un camarade invalide de guerre

40-45 qui participe activement à l'association des Anciens Combattants 40-45.

- A Gaurain, les rescapés des fusillades de 40 qui ont manifesté leur opposition à la C.E.D. et parrainé le référendum pourront être utilisés soit dans un comité de paix, soit dans la mise sur pied d'un front patriotique.

IV. ETAT D'ORGANISATION DU PARTI.

=====

Au 28/2 - 1.228 talons rentrés (1.360 à fin 1953)
dont 75 nouveaux membres.

Il y a encore un très gros déchet qui se répartit sur 10 sections dont,

Tournai, où il manque encore 80 talons.

Ath, où " " " 10 "

Bonsecours, " " " 10 "

Peruwelz, dont rien n'est rentré.

Potte Herinnes, qui seulement a renouvelé la moitié de ses membres.

Calonne où l'exclusion de Moerman a entraîné le retrait du parti de sa famille et de ses proches amis. (19) - mais où les camarades de la section se refusent à expliquer à la population les raisons de l'exclusion de Moerman.

Tournai reste avec Ath le gros point noir bien qu'une certaine réorganisation sur la base de cellule soit en cours, mais elle n'est pas suivie avec assez de tenacité par Verschille qui a peur dans ses attributions la remise en route de la section de Tournai.

A Ath, on n'est encore nulle part, bien que deux referendums C.E.D. aient été organisés, l'un dans un quartier, l'autre chez les cheminots)

Les deux responsables restant, sont l'un trop vieux, l'autre trop peu dynamique.

On va organiser une agitation, meetings avec vente spéciale du D.R. le 14 mars - des meetings au bureau de pointage - puis visiter les membres et anciens membres - voir la possibilité d'organiser deux cellules de quartier et une cellule aux cheminots.

On n'a pas avancé dans l'organisation du Parti à l'entreprise, sauf un début à la carrière Cosyns, alors que des possibilités notamment à Tournai (cheminots - Traminots).

Le secrétariat fédéral a pris contact avec des camarades et des sympathisants, puis a laissé tomber. Des contacts et réunions prévues n'ont pas eu lieu.

Il faut absolument que dans les deux mois l'organisation du Parti commence à fonctionner dans ces deux endroits.

- D'autre part, les conditions existantes à la centrale électrique de Deux Acren n'ont jamais été utilisées. Après un contact abandon. Actuellement J. Bonnet est chargé de reprendre la besogne.

Il y a cependant dans l'ensemble, une légère amélioration sur l'an dernier.

12 sections avaient dépassé les 100 % de talons rentrés au 15/2.

Le nombre de sections qui manifestent une activité plus ou moins grande, et le nombre de camarades actifs et le nombre de camarades actifs se sont accrus.

Des sections inexistantes ou purement administratives sont actuellement à l'avant-plan de la fédération.

Gaurain-Ramecroix, centre carrier important
pour le Tournaisi.

Bernissart

Blaton

Hollain

Basècles qui comptait un seul actif met au travail
5 à 6 camarades.

La section de Rumes se préoccupe d'organiser le
Parti à Erquelinnes.

Lessines reprend forme sur la base de 4 cellules de quartiers
qui sont chacune un ou deux responsables.
Une cellule d'entreprise à la carrière Cosyns est en formation.
Une nouvelle petite section est née à Ollignies.

Bois de Lessines va s'organiser sur la base de deux cellules
dont l'une commence à fonctionner.
Des contacts permettent d'entrevoir une petite organisation
du Parti à Papignies.

Les assemblées solennelles ont été plus nombreuses et mieux
suivies que l'an dernier.

17 se sont tenues sur 24 sections de plus de 10 membres
2 avec 80 % des membres plus des sympathisants,

13 " 30 à 60 % "

1 à Basècles avec 20 % des membres, là où aucune
assemblée ne réunissait plus de 4 à 5 membres.

1 n'a pas réussi - celle de la cellule Carton
(4 membres présents sur 12).

Alors que de nombreuses actions réussissent chez
Carton, jusqu'à présent on n'est jamais parvenu
à faire une réunion plus nombreuses. Il y a certes
des conditions de local mais nous n'avons pas
suffisamment approfondi les autres raisons de cet
absentéisme.

La Conférence fédérale de Tournai a compté 65 présents et celle
de la région de Lessines 23, avec un fort rajeunissement des
participants et un enthousiasme général.

La propagande et les actions contre la C.E.D., ainsi
que le concours d'émulation ont aidé considérablement à améliorer
la vie de la fédération ; mais tant que Tournai et Ath ne fonc-
tionneront pas activement, la fédération subira un lourd handicap

Les liaisons doivent encore être améliorée surtout celles du S.P. et du S.O. Il n'y a pas de continuité dans les liaisons. Elles se font toujours d'une manière empirique malgré de multiples remarques à ce sujet, malgré les décisions prises. Le contrôle des agents de liaison qui n'ont qu'une ou deux sections se fait insuffisamment ou d'une manière trop bureaucratique sans s'appesantir sur les raisons des difficultés rencontrées et sur les moyens concrets pour améliorer le travail.

V. LA PREPARATION DE LA CAMPAGNE ELECTORALE.

LA PROPAGANDE.

reste très faible à l'échelon du secrétariat fédéral ; très peu de meetings.

Cependant de nouveaux camarades venus au C.F. commencent à oser parler en public ; ce sont Varloz de Blaton et Martinez de Bernissart.

L'achat de l'auto-radio va sans doute améliorer cet état de chose.

- A l'échelon des sections, Bernissart, Blaton, et dans une moindre mesure Dottignies ont utilisé des journeaux muraux, des affiches faites à la main, pour dénoncer la C.E.D., les accidents dans les mines, les effets de l'arrêté Vand en Daele.

- Journaux locaux et d'entreprises. Toujours très peu. La Marteau, journal de la cellule Carton, toujours très faible de contenu, paraît plus régulièrement.

Gaurain a sorti "l'écho du village" dont le deuxième numéro va paraître et qui est relativement bon.

Dottignies sort des tracts qui pourront devenir un petit journal local mais dont le contenu est à surveiller et dont la présentation est tout à fait mauvaise.

Un effort est fait auprès des sections pour qu'elles éditent un matériel propre.

- Vente de presse du 7 mars - A ce jour, 70 % d'augmentation sur les ventes habituelles du dimanche. Des ventes vont commencer ~~à s'organiser~~ dans plusieurs communes. Pour cette vente et surtout pour la diffusion du matériel électoral, une initiative de la section de Rumes se généralise : le parrainage par chaque section de communes où le Parti n'est pas organisé, afin que presque toutes ou toutes les communes connaissent la propagande du Parti.

Déjà 7 ou 8 sections se sont engagées à parrainer 1, 2 ou 3 communes.

RAPPROCHEMENT DES TRAVAILLEURS SOCIALISTES AU TRAVERS
DE LA CAMPAGNE ELECTORALE.

En dehors des actions revendicatives à développer.

En application des décisions du C.C., à l'usine Carton la cellule a élaboré une lettre aux députés socialistes et communistes signée par le plus de travailleurs socialistes et communistes possible -

174 signatures sur 390 ouvriers ont été recueillies. La lettre a été envoyée. Jusqu'à présent seul notre camarade Bonenfant y a répondu.

Cette action a créé un excellent climat à l'entreprise de par le travail d'explication qui a été fait et le rapprochement avec les travailleurs socialistes.

La cellule va préparer la discussion des réponses.

Une tentative analogue va être faite chez les cheminots de Tournai et d'Ath et peut-être chez les chômeurs.

Dans la ville d'Ath, il y a un certain nombre de socialistes (4 ou 5) à l'Union communale socialiste qui ont constamment une position anti-américaine et qui reconnaissent de plus en plus que l'U.R.S.S. mène une bonne politique.

Le secrétaire national J.G.S. Defossez qui habite Ath qui était un anti-communiste forcené, évolue très fort.

VI. CADRES - EDUCATION.

Au travers des actions, au travers du développement de l'organisation, de nouveaux cadres montent, des camarades s'affirment à Hollain, Gaurain, Lessines.....

Celui qui apparaît avoir le plus progressé en un an est Lernis Fion, camarade très réfléchi, studieux, courageux. (bien que timide, n'a pas hésité à discuter avec des dirigeants socialistes sur la portée des arrêtés Van den Daele.) ;

ainsi que Marloz, paveur de Blaton.

D'autre part Leriche qui paraissait bon, il y a un an, manque de continuité, n'est pas studieux et veut travailler seul.

Le camarade Verschilde, S.O. fédéral, très enthousiaste, très dynamique doit veiller à vaincre une certaine légèreté dans le travail, n'est pas assez studieux. Il travaille sans méthode, d'une manière trop empirique. Il promet trop souvent, sans réfléchir, et ne peut pas toujours tenir ses promesses, ce qui indispose les camarades des sections. Bonenfant doit l'aider davantage à vaincre ces défauts.

En général le niveau politique est assez bas, mais actuellement, grâce à Marc Drumeaux, un courant en faveur de l'éducation se développe.

Des écoles se tiennent à Blaton, Lessines, Taintegnies, Rumes, - Hollain vient de terminer. Ces écoles sont suivies avec assiduité et enthousiasme. C'est après l'école d'Hollain que les cadres J.P. et Pionniers ont été trouvés.

Des cours pour propagandistes vont avoir lieu dans une dizaine de section.

EN RESUME,

il y a une lente amélioration dans le travail de la fédération mais pour que ce mieux s'amplifie, il faut que le secrétariat fédéral soit plus soucieux de mener une bonne fin les tâches commencées, d'appliquer les décisions prises par le B.F. et, de s'accrocher aux secteurs essentiels.

Code Willy De Goffinck

RAPPORT SUR LA FEDERATION DU CENTRE.

En réponse à la note de B. Van Hoorick du 1er avril.

1./ Dans l'ensemble la campagne électorale a été menée avec vigueur par la plupart des sections et cellules, par la direction fédérale.

Le résultat en est prouvé par la réussite du Fonds électoral (53.500 Frs - 107 %), par la diffusion intégrale du matériel (de beaucoup d'endroits il y a eu des plaintes sur l'insuffisance de des tracts et affiches mises à la disposition, par les tournées de l'auto-radio qui a fait de la propagande - 50 localités sur 57 à toucher.

L'actif a grandi modérément dans la campagne. Il est composé en période "normale" de quelques 175 camarades en plus du C.F.. Il est à retenir que cet actif vit et travaille dans les cantons qui sont restés les plus favorables du point de vue électoral (cantons de Lalouvière, Le Rogulx, Binche - une partie des cantons de Seneffe et Fontaine-l'Évêque). Dans le canton de Soignies où le recul a été le tout plus important et où le Parti a lentement disparu au cours de ces dernières années, il n'y a plus aucune organisation et pas un seul militant visible pour redresser cette situation, à par Casteman, membre du C.F., qui bavarde et se dérobe en fait à toute activité profitable.

Au cours de la campagne, les membres de la direction fédérale ont été pour la plupart très actifs, mais cela a manqué d'unité de vue, de travail collectif. Les deux secrétaires permanents ont été pris de vitesse par les opérations officielles, par l'organisation de la campagne. Il faut tenir compte que c'était leur première épreuve en ce domaine, et ces deux camarades se sont fort dépensés pour faire réussir le Fonds électoral, pour faire acheminer le matériel, pour toucher toutes les localités en quelques dix jours de tournées auto-radio.

Les résultats électoraux obtenus dans le Centre, la marche électorale sont le résultat d'éléments divers positifs et négatifs existant avant les élections, comme pour toutes une série d'autres fédérations industrielles d'ailleurs.

Je les cite :

- une agitation diverse qui a été faite avant la campagne (234 meetings au cours du dernier trimestre de 1953, des activités de pétitions contre la C.E.D. et pour le commerce Est - Ouest, dans certaines parties d'entreprises métallurgiques et mines, le referendum contre la C.E.D. réussi à Chapelle, des pétitions dans les quartiers ouvriers par les femmes du Parti agissant au nom du R.F.P.

- Les organisations du Parti se limitent à 23 sections de localités dont 9 seulement possèdent des cellules. Il y a 15 cellules locales et 7 d'entreprises (deux en métallurgie, 4 aux charbonnages et 2 Chimique). C'est dire la faiblesse de notre travail dans les entreprises au cours de ces dernières années. Pour être complet, il faut signaler qu'il y a encore 7 entreprises métallurgiques où travaillent

des militants communistes connus et qui avaient parfois des fonctions de délégués principaux (Bourdon à l'usine Baume-Marpent, Spiltoir à l'usine du Thiriau, etc...). Pour l'ensemble des usines du Centre et de Binche, 50 % seulement des communistes sont syndiqués et la plupart de ces 50 % ~~ne~~ voient encore leur affiliation syndicale comme une "assurance". La direction fédérale et les principaux militants actifs d'usines n'ont pas su ou n'ont pas vu la nécessité de les entraîner à l'activité syndicale. Des camarades communistes délégués syndicaux ne sont certes pas des réformistes, mais agissent seuls, ne comprennent pas la nécessité ni de la démocratie syndicale, ni d'avoir autour d'eux un collectif de communistes pour les épauler et au besoin les conseiller.

- La direction fédérale (B.F. essentiellement) pas assez collective dans la pratique est un phénomène auquel il a été essayé de remédier il y a déjà un bon bout de temps. Ce défaut n'était pas éliminé encore à la veille de la campagne. Nous avons dans ce B.F. tous des camarades très attachés au Parti mais ils ont encore des idées diverses en ce qui concerne leur rôle. Certain croit qu'il est là pour voir plus clair que d'autres, parfois pour critiquer, d'autres se voient là comme représentant de leur section, d'autres ont une compréhension plus juste. Il y a d'une part une certaine tendance trop centralisatrice chez R. Heyman, il y a aussi une tendance chez d'autres à remettre trop l'exécution du travail aux deux permanents. Tout cela on a essayé de le corriger en cour de travail, mais le mal n'est pas extirpé, il se représente parfois sous de multiples formes.

- A la connaissance des dirigeants fédéraux, il n'y a pas eu de nouveaux membres recrutés dans la campagne. Là aussi, nous sommes devant un phénomène qui date. Il y a réticence au recrutement dans cette fédération, et ce malgré les conseils, les discussions, les directives et campagnes nationales de recrutement.

2./ Travail aux entreprises.

J'ai déjà parlé plus haut des entreprises. Celles-ci ont été touchées pendant la campagne électorale par notre matériel (comme elles l'ont été avant par des tracts), par l'auto-radio. Je suis convaincu que des communistes y font et y ont fait de la propagande. Ils y ont récolté de l'argent pour le Fonds électoral sur l'ensemble des sommes récoltées par la fédération, plusieurs milliers de francs ont été récoltés dans les entreprises même, mais une bonne partie a été versée par les camarades au compte des sections locales. Nous avons cependant pu obtenir quelques données qui montrent la sympathie qui existe pour notre Parti dans les entreprises :

Baume-Marpent	- 365 Frs ,	pour ¹⁰⁰ 1100 travailleurs occupés	environ.
Tuyauteries	- 700 Frs ,	" 200 "	occupés, env.
Goldsmidt	- 235 Frs ,	" une division.	
Boulonneries Mariemont	- 600 Frs.		

Les données encore insuffisantes que nous possédons sur les entreprises du Centre nous permettent cependant d'affirmer que c'est une région où nous devons arriver à des résultats quasi identiques à ceux obtenus dans la région de Charleroi.

Mais pour y arriver, la direction fédérale doit contrairement à la situation, davantage axer ses efforts sur l'organisation du P.C. à l'entreprise (avec les méthodes adéquates et graduées de pénétration et de réalisation), doit trouver le moyen d'orienter les communistes à militer syndicalement et ouvertement pour les revendications élémentaires. J'entends souvent dans cette région le mot de "peur de bouger dans les entreprises, car dès qu'un ouvrier bouge soit contre le patronat, soit envers la direction syndicale, il est mis immédiatement sur les listes pour les premiers licenciements à venir. Plusieurs fois, j'ai répondu que nous n'avions pas le droit de capituler devant cette situation. Mais il est vrai aussi que je n'ai pas su indiquer non plus, toujours les méthodes concrètes pour encourir ce risque au minimum, et en même temps accomplir le travail de communiste et de défenseur des intérêts immédiats des travailleurs.

En conclusion, il apparaît que le travail au sein de certaines entreprises relève plus de l'initiative individuelle que d'une activité cellule dirigée et contrôlée par l'organisme supérieur, que par ce fait il est ~~encore~~ encore assez anarchique, se réclamant plus ou moins des positions du Parti, fortement bridé par les réformistes. Par ailleurs, le travail d'approche et de propagande que la fédération devrait accomplir vers ces entreprises est resté insuffisant.

3./ Sections et cellules locales.

Le fonctionnement des sections et cellules est très divers. :

- quasi partout leur activité repose sur un actif qui varie et qui atteint le total de 175 camarades pour la fédération.
- la tenue des réunions des comités est assez régulière. Les liaisons avec les cellules sont encore defectueuses. Parfois, il y a des cellules sans direction de section. Parfois, il y a seulement l'actif de la section qui se réunit avec des divisions administratives, qui sont sans doute des embryons de cellules, mais qui n'en sont pas encore cependant. Les ~~raisons~~ raisons du mauvais ou du non fonctionnement de certaines cellules est toujours le même (manque de cadre qualifié minimum, manque de local, insuccès en une ou plusieurs fois de réunir les ou des membres).

En général, l'activité politique aux entreprises et dans les organisations de masse existantes n'est pas encore devenu un souci de nos sections et cellules. L'activité dans ce sens est le fait de quelques individualités qui parfois y travaillent bien, parfois y travaillent mal politiquement.

Tout ceci, n'empêche que dans la région du Centre, c'est l'actif des cellules et sections qui a discuté et diffusé notre matériel et qui est l'artisan du fonds électoral.

4./ Compréhension des organisations de masse.

Quand on a passé en revue l'activité syndicale réduite des syndiqués du Parti, le nombre de syndiqués, l'incompréhension et l'inactivité dans les cellules et sections locales des organisations de masse, on a déjà une vue de l'état de la question dans la fédération.

En ce qui concerne la direction fédérale, elle a trop peu d'antenne dans le mouvement syndical, dans les entreprises, pour avoir des réalisations appréciables dans ce domaine. Il ne suffit pas de répéter que l'on est d'accord avec notre ligne en ce qui concerne des organisations de masse réelle.

En ce qui concerne le S.U., les rapports restent tendus des deux côtés. Les deux administrateurs du S.U. reprochent à la fédération de ne pas favoriser leur développement, les dirigeants permanents de la fédération reprochent aux deux dirigeants du S.U. d'être indisciplinés et d'esquiver tout contrôle réel de leur activité comme communiste. Les deux reproches sont réels. Et de multiplier multiples essais de discussions de ma part avec ces camarades n'a pas encore fait beaucoup pour régler ces rapports.

La direction fédérale n'entretient pas de contact, ni contrôle sur les communistes dirigeant la Mutuelle, Pensionnés, A.B.S. Je me suis promis de régler cette situation, mais je ne l'ai pas fait jusqu'à présent.

La direction fédérale s'occupe un peu plus des militantes du R.F., quoiqu'ils adressent des critiques à l'appareil national de cette organisation.

La direction fédérale s'est plus intéressée pour aider à créer des groupes de Pionniers.

Mesures inappliquées pour constituer des comités de la Paix et reprendre un travail plus organisé dans la Résistance.

En conclusion, la compréhension et l'activité pour militer dans les mouvements de masse sont restées médiocre.

Sam HERSENS.

Willy

FEDERATION DE CHARLEROI

Résultats électoraux.

Les résultats marquent une baisse particulièrement sensible dans le canton de Seneffe, Jumet, Marchienne, Châtelet. Elle est moins prononcée dans le canton de Charleroi et de Gosselies (canton où elle y était la plus forte en 1950).

Le Parti est en progrès dans le canton de Fontaine-l'Évêque, canton groupant les communes de Fontaine, Bellecourt, Courcelles, Chapelle, Forchies, Leernes, Piéton, Souvret, Tragnies.

Le recul du Parti est pour tout l'arrondissement de l'ordre de 1% de l'ensemble des votes valables (256.949) et d'environ 10% des voix que nous avons obtenues en 1950.

Comment a fonctionné le Parti ?

- 1) à l'échelon fédéral
- 2) à l'échelon local et entreprise
- 3) l'utilisation des organisations de masse s'est elle faite.

Dans l'ensemble le Parti n'a pas fonctionné régulièrement. Les différentes activités - actions - agit.-propagande (meetings, ~~xentxpx~~ vente presse, distribution tracts) - récolte de fonds furent insuffisamment préparées au cours de réunions régulières des organismes du parti à tous les échelons. Nos cdes en maints endroits se sont laissés entraîner à l'application des tâches, perdant trop souvent de vue à l'échelon local - comme dans certains cas à l'échelon régional - que leur réalisation devait permettre de promouvoir le développement, le renforcement de l'organisation du Parti, la mise au travail de nouveaux cdes.

Mais pour cela le Parti devait fonctionner. Les dirigeants locaux et régionaux, tout en aidant et même participant à ces diverses activités, ne devaient pas se transformer en simples exécutants, mais garder leur sens de responsabilité, de dirigeant et veiller à faire fonctionner le Parti en plein. C'est ce qui ne s'est pas toujours produit, et les effets de cette situation apparaissent notamment dans la perception des cotisation, qui se trouve nettement en retard, et dans le non renforcement des organisations du Parti à la base dans les cellules.

Toutefois, cela ne signifie pas que tout soit négatif. Il y a du positif. Des contacts nouveaux furent établis, de nouveaux cdes mis au travail, du recrutement s'est effectué. Il s'agira de faire dans l'immédiat l'effort d'organisation qui aurait dû être parallèle à l'agit. prop. et autres activités électorales, renforcer les cadres du Parti à tous les échelons ainsi qu'un effort d'éducation en bas, des nouveaux cdes ayant pris part aux activités du Parti pendant la campagne électorale.

Voyons de plus près comment a fonctionné le Parti. Le comité fédéral a fonctionné régulièrement (2 réunions) et a discuté de l'ensemble des activités à développer dans la fédération. Le bureau fédéral et le secrétariat ^{ont} moins bien fonctionné.

Ces organismes sont restés 1 semaine sans se réunir, nos cdes ayant estimé cette réunion non nécessaire étant absorbés par des tâches pratiques.

D'où déficience grave dans l'application de certaines de celles-ci notamment dans la préparation des meetings. En général, les meetings locaux et de quartiers qui se sont tenus furent proposés par la fédération et ne sont pas dus à des initiatives des sections locales ou de cellules de quartier et d'entreprise. Je dis en général, car il y eut des exceptions, tel que aux A.C.R.C., Montigny-Tilleul, Parciennes Montigny S/S, Pont à Gelles, Courcelles.

En raison de ce fait, la fédération se devait de suivre plus attentivement la préparation des meetings, c'est à dire la tenue des réunions de section, de cellules qui devaient en discuter. Or, au départ, cela ne se fit que très mal. Conséquence : les premiers meetings se tinrent sans être préparés et se transformèrent en prise de parole. Il fut immédiatement remédié à cette déficience dans le travail, résultant d'un non fonctionnement régulier des sections et cellules. Celles-ci furent contactées, réunies pour discuter et préparer les meetings leur proposés. Ce qui eut pour résultat d'élargir la campagne de meetings, des propositions surgissant celles-là des organisme de base du parti.

D'autre part, la plupart des membres du comité fédéral eurent tendance à se replier sur leur section respective et à réserver à celle-ci la plus grande partie de leur temps, laissant sur le dos des permanents fédéraux la majeure partie des liaisons et contrôle de l'application des tâches dans les autres sections.

En ce qui concerne la prospection opérée ^{sous} la direction de la fédération dans des régions où le Parti avait cessé d'y avoir une activité si réduite soit-elle, des résultats sérieux furent obtenus. Le cde Leclère, prospectant la Thudinie avec le concours de Mariette Debaume, en vue de trouver des candidats, des témoins, des cdes pour coller des affiches, distribuer des tracts etc..., avait, avant de s'engager dans ce travail, compulsé le fichier fédéral des membres du parti aux entreprises.

Il avait ainsi trouvé des membres du Parti habitant cette région. Ceux-ci furent contactés. Résultat : dans les localités de Rance, Thirimont, Solre St. Géry, Froidchapelle, Thuillies, Thuin, La Buissière où le parti n'existait plus (localités soulignées) depuis de nombreuses années, des contacts furent établis, de bons cdes furent dénichés et participèrent aux activités électorales; dans les autres localités (non soulignées) le Parti se renforça d'éléments se présentant pour prendre part au collage et distribution de tracts.

Il faudrait évidemment pouvoir maintenir le contact avec ces cdes. Charleroi est trop éloigné pour eux. Aussi je pense qu'il y aurait lieu d'examiner sérieusement les possibilités de reconstituer de petites fédérations dirigées par des bénévoles.

Le même problème se pose du reste pour la Basse-Sambre où nos cdes ont prospecté dans de nombreuses localités de ce secteur. Toutefois, ils se sont là insuffisamment attachés à rechercher et à mettre au travail des sympathisants.

Participation et fonctionnement des sections dans la campagne électorale.

Comme je l'ai déjà signalé, en général la fédération et sections ont fonctionné avec certaines difficultés. Cependant le nombre de localités où existent des sections et où les communistes développent des activités accentuées au cours de la campagne électorale est important.

Il est clair que ces activités auraient été plus amples et mieux réussies encore si dans ces localités le parti avait fonctionné, si nos cdes s'étaient attachés partout, en entraînant comme ils l'ont fait, de nouveaux cdes au travail, à faire fonctionner des cellules de quartier.

Dans 43 localités, le parti a pris part à la récolte de fonds pour la campagne électorale.

Le fait qu'il y ait 13 sections qui dépassent les 100% de leur plan et qu'il y en ait une vingtaine qui arrivent à 70% est positif. Surtout, qu'à l'exception de deux sections (Mornegies - Thuin), ces résultats sont obtenus par un travail organisé et collectif des sections.

Mais le tableau souligne les sections importantes qui furent déficientes dans la récolte de fonds, mais aussi dans l'ensemble de leur activité au cours de la campagne électorale, notamment Charleroi, Goutroux, Châtelaineau, Marcinelle, Couillet. Il est clair que la situation de ces sections devra être examinée spécialement immédiatement et qu'il y aura lieu de les aider à opérer un redressement.

En ce qui concerne la participation des sections d'entreprise dans la campagne électorale, celle-ci existe pour la section des A.C.E.C. qui organisa 2 meetings pendant l'heure de midi, meetings qui rassemblèrent environ 4 à 500 travailleurs. La section sortit également 2 journaux d'entreprise, édita des papillons à coller à l'intérieur de l'usine. Diffusa 4.000 exemplaires du N° spécial de "l'Étincelle", organisa 3 ventes de masse du D.R. à la sortie de l'usine. Le comité de la section se réunit régulièrement pour mettre au point ces différentes actions.

La cellule des U.M.H. à Couillet - se réunit également - édita 3 journaux d'entreprise et organisa un meeting à la sortie. Le même travail fut organisé par la section des A.M.S. qui édita, elle, un seul journal d'entreprise. Dans les autres entreprises, des meetings furent organisés à la sortie des ouvriers mais en ordre principal à l'initiative des sections locales ou de la fédération.

Un progrès sur 1950 existe dans la participation des entreprises à la campagne électorale, mais celle-ci est encore restée notoirement insuffisante.

Utilisation des org. de masse dans la campagne électorale.

Le S.U., les pensionnés, A.B.S., le R.F.P. furent les seules organisations qui développèrent des activités au cours de la campagne électorale, activités susceptibles d'amener certaines couches de la population sur les positions politiques du Parti.

Les S.U. en organisant aux puits une série de réunions et de conférences sur l'insécurité dans les charbonnages en liaison avec l'approche de l'élection des délégués à la sécurité. Au cours de ces conférences, le S.U. mettait en relief les propositions communistes visant à donner plus de pouvoir aux délégués ouvriers, dénonçant en même temps le plan Schuman et ses conséquences désastreuses pour nos charbonnages.

Les pensionnés organisèrent également de nombreuses réunions et conférences dans le cadre de la préparation de leur manifestation nationale, popularisant au cours de celles-ci les propositions communistes.

~~Les~~ A.B.S. organisèrent un cycle de conférences avec film dans plusieurs localités de la région.

Le R.F.P. : leur activité se limita à leur manifestation du 14 mars et aux conférences qui préparèrent celle-ci.

En ce qui concerne les jeunes (J.P.B.), ils n'eurent pas d'activité propre la J.P. pendant la campagne électorale. Certes, ils y participèrent, mais comme militants du Parti.

=====

Récapitulation du matériel édité par la fédération au cours de la campagne électorale.

1 affiche mineurs (vacances mineurs du fond)
1 affiche dénonçant Plan Schuman - réarmement
1 tirage spécial Etincelle - 50.000 exemplaires
30.000 papillons
100.000 tracts dénonçant ceux qui avaient voté la C.E.D.
1 vente de masse du D.R. le 13 mars

Matériel édité par les sections locales et d'entreprise que nous connaissons aujourd'hui :

A.C.E.C. : 2 journaux - papillons	Fontaine : 1 journal ^{local} 1 journal + 1 tract
U.M.H. : 3 journaux	Docherie : 3 circulaires
A.M.S. : 1 journal	Marcinelle : 3 journaux locaux
Châtelet : 10.000 papillons	Couillet : 11 journaux ^{1 journal local}

Et ensuite, de nombreuses circulaires éditées par une grosse partie des sections locales préparatoires aux meetings de quartier.

=====

FEDERATION DE VERVIERS - RESULTATS ELECTORAUX

(G. Glineur)

Perte accentuée du Parti qui varie de 13 à 39% de nos voix là où nous avons quelques sections, pour atteindre jusque les 60% où le Parti ne fonctionne pas ou très peu.

Comparativement à 1950, les listes pour la Province de Stavelot gagnent des voix passant de 544 à 603.

Ce gain serait particulièrement dû au travail et à la grosse sympathie dont jouirait le cde Leduc, candidat à la province pour ce canton.

Comment a fonctionné la direction fédérale ?

Imparfaitement. Il y eut, certes, des réunions du C.F., du B.F. et du secrétariat, mais le secrétaire fédéral se laisse trop absorber dans des tâches pratiques et d'agitation, au point de ne pas savoir assister à plusieurs de ces réunions, qui étaient alors assurées par le cde Lemarchand.

Agitation-propagande et fonctionnement des sections.

La grosse majorité des meetings électoraux furent organisés à l'initiative de la fédération.

Une grosse faiblesse se situe dans le fait que ces meetings furent insuffisamment préparés.

Les causes : les sections n'étaient pas alertées par la fédération sur la nécessité de préparer les meetings. Ceux-ci étaient très souvent présentés du reste comme des prises de parole dans les quartiers. C'était une formule de facilité, qui avait comme conséquence - 1) une non-prise de mesures pour populariser les meetings à l'avance - 2) un non-fonctionnement des sections du Parti.

Résultat : la charge de l'agit.-propagande (meetings) retomba en grosse partie sur la fédération.

Toutefois, il serait faux de croire que les sections n'ont nullement fonctionné. Les comités des plus importantes sections se réunissent régulièrement.

Il y eut des efforts appréciables-quoiqu'imparfaits insuffisants- faits par les sections d'Ensival, Pepinster, Spa, Stembert, Theux et à un degré moindre par Dison, Wegnez, Cornesse pour citer les meilleures, dans la récolte de fonds.

En outre, un peu dans toutes les 17 sections locales, les tracts et affiches furent soit distribués ou collés à l'initiative des sections elles-mêmes.

Le collage des sections déborda du reste sur une vingtaine de communes supplémentaires grâce à l'aide apportée par l'équipe de la J.P.B.

Des contacts nouveaux furent établis à Sart et à la Reid ainsi qu'à Eupen où un chômeur de 32 ans s'est présenté pour coller et distribuer les tracts. Travail qui fut effectué. Si elle se révèle sérieuse, c'est là une recrue à tenir en main, cet ouvrier parlant très bien le français.

Entreprises - Nos cdes ont trop négligé le travail aux entreprises. Un/journal est sorti - chez les traminots; alors qu'il avait été seul prévu d'en sortir un pour Pelser-Hanlet, c'est à dire pour le textile.

Organisations de masse

Un effort a été fait dans ce secteur parmi les pensionnés et les femmes.

Une conférence pour les pensionnés fut organisée. A l'issue de celle-ci un comité provisoire de la Confédération fut constitué. Un large compte-rendu de cette conférence fut donné par le journal "Le Jour" ainsi qu'un résumé de l'exposé que j'y avais fait au nom du Parti.

Rassemblement des Femmes.

Des dispositions tendant à élargir le mouvement des femmes par l'organisation de conférences sur l'accouchement sans douleur furent prises.

Une réunion a eu lieu à Dison, il y eut 10 femmes présentes. Trois seulement étaient affiliées au R.F.P., mais la déléguée nationale n'était pas présente, ce qui n'est pas pour encourager ces cdes surtout qu'une déléguée avait été promise. D'autres réunions sont prévues et il semble que dans ce secteur un démarrage sérieux peut s'effectuer.

Toutefois, il faut souligner qu'il n'y a pas de la part de la direction fédérale une préoccupation solide de l'utilisation par les sections du parti des organisations de masse dans le développement d'action éventuelle.
